AMIR

VISIT OF THE SECRETARY - GENERAL
TO RWANDA, 13-14 JULY 1995

28 JUNE - 14 JULY 1995

[2 CONFIDENTIAL]

EL/WG APR 2009

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES
SERIES S-1120
BOX 66
FILE 4
ACC. 1998/0278

[redacted]

3

13 juillet 1995:

17h20	-	**Arrivée à l'Aéroport International Grégoire Kayibanda, Salon d'Honneur I;**
	-	**Accueil par S.E.M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre;**
		• **Revue de la garde d'honneur - Forces Nationales ;** • **Présentation du Bureau de l'Assemblée Nationale par Monsieur le Premier Ministre ;** • **Présentation des Membres du Gouvernement ;** • **Présentation du Corps Diplomatique par ordre de préséance;** • **Présentation du Substitut du Procureur Général du Tribunal International sur le Rwanda;** • **Présentation des Représentants des Agences et Institutions Spécialisées des Nations Unies ainsi que des principales Organisations Non-Gouvernamentales.**
17h40	-	**Départ pour l'Hôtel des Mille Collines.**
17h55	-	**Arrivée et installation à l'Hôtel des Mille Collines.**
18h30	-	**Entretiens avec Monsieur le Premier Ministre à son bureau, suivis d'une séance de travail des deux délégations.**
19h15	-	**Discours du Secrétaire Général à l'Assemblée Nationale au Siège de l'Assemblée, en présence des Représentants des Corps Constitués (Membres du Gouvernement et éminentes personnalités), des Chefs de missions diplomatiques et consulaires, des agences des Nations Unies et autres institutions internationales et des principales Organisations Non-Gouvernamentales.**
20h00	-	**Fin de la séance à l'Assemblée Nationale.**
20h15	-	**Dîner offert par S.E. Monsieur le Premier Ministre.**

.../...

VISITE DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES AU RWANDA

13-14 juillet 1995

PROGRAMME

---

13 juillet 1995:

17h20 - Arrivée à l'Aéroport International Grégoire Kayibanda, Salon d'Honneur I;

- Accueil par S.E.M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre;

  - Revue de la garde d'honneur - Forces Nationales ;
  - Présentation du Bureau de l'Assemblée Nationale par Monsieur le Premier Ministre ;
  - Présentation des Membres du Gouvernement ;
  - Présentation du Corps Diplomatique par ordre de préséance;
  - Présentation du Substitut du Procureur Général du Tribunal International sur le Rwanda;
  - Présentation des Représentants des Agences et Institutions Spécialisées des Nations Unies ainsi que des principales Organisations Non-Gouvernementales.

17h40 - Départ pour l'Hôtel des Mille Collines.

17h55 - Arrivée et installation à l'Hôtel des Mille Collines.

18h30 - Entretiens avec Monsieur le Premier Ministre à son bureau, suivis d'une séance de travail des deux délégations.

19h15 - Discours du Secrétaire Général à l'Assemblée Nationale au Siège de l'Assemblée, en présence des Représentants des Corps Constitués (Membres du Gouvernement et éminentes personnalités), des Chefs de missions diplomatiques et consulaires, des agences des Nations Unies et autres institutions internationales et des principales Organisations Non-Gouvernementales.

20h00 - Fin de la séance à l'Assemblée Nationale.

20h15 - Dîner offert par S.E. Monsieur Pasteur Bizimungu, Président de la République, à l'Hôtel des Mille Collines.

14 juillet 1995:

08h15	-	Départ de l'Hôtel des Mille Collines pour le siège de la MINUAR - Hotel Amahoro.
08h30	-	Visite au Siège de la MINUAR, rencontre avec le personnel et les Chefs d'Agences du Système des Nations Unies, des Chefs des principales Organisations Non-Gouvernamentales ; visite du bureau du Tribunal International pour le Rwanda.
09h00	-	Départ pour l'Aéroport International Grégoire Kayibanda, Salon d'Honneur I.
09h15	-	Départ par hélicoptère pour Nyarubuye, accompagné de leurs Excellences Messieurs les Ministres des Affairs Etrangères et de la Coopération Internationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Culture, de la Justice, du Travail et des Affaires Sociales.
09h45	-	Arrivée à Nyarubuye, visite du site et depôt de gerbes.
10h15	-	Visite de la prison de Nsinda .
10h30	-	Fin de la visite.
10h45	-	Retour à Kigali, Salon d'Honneur I.
11h00	-	Entretiens avec S.E. M. Pasteur Bizimungu, Président de la République et S.E. le Général-Major Paul Kagamé, Vice-Président et Ministre de la Défense, au bureau du Président.
12h00	-	Conférence de Presse à l'Aéroport, Salon d'Honneur I.
12h15	-	Départ pour Luanda - (Angola).

VISITE DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES
AU RWANDA

13-14 juillet 1995

PROJET DE PROGRAMME

---

13 juillet 1995:

17h00	-	Arrivée à l'Aéroport International Grégoire Kayibanda, Salon d'Honneur I;
	-	Accueil par S.E.M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre; • Revue de la garde d'honneur - (Forces Nationales/ Forces de la MINUAR); • Présentation du Gouvernement par Monsieur le Premier Ministre; • Présentation du Corps Diplomatique par ordre de préséance; • Présentation du Substitut du Procureur Général du Tribunal International sur le Rwanda; • Présentation des Représentants des Agences et Institutions Spécialisées des Nations Unies.
17h20	-	Départ pour l'Hôtel des Mille Collines.
17h35	-	Arrivée et installation à l'Hôtel des Mille Collines.
18h00	-	Séance de travail.
18h30	-	Entretiens avec Monsieur le Premier Ministre à son bureau, suivis d'une séance de travail des deux délégations.
19h15	-	Message du Secrétaire Général à l'Assemblée Nationale au Siège de l'Assemblée, en présence des Représentants des Corps Constitués et des Chefs de missions diplomatiques.
20h00	-	Fin de la séance à l'Assemblée Nationale.
20h15	-	Dîner offert par Monsieur le Premier Ministre.

.../...

14 juillet 1995:

07h45	-	**Départ de l'Hôtel des Mille Collines pour l'Aéroport International Grégoire Kayibanda. Salon d'Honneur I.**
08h00	-	**Départ par hélicoptère pour Nyarubuye, accompagné de S.E.M. Anastase Gasana, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.**
09h00	-	**Fin de la visite.**
09h30	-	**Arrêt à Rebero: dépôt de gerbes à la mémoire des victimes du génocide.**
10h00	-	**Retour à Kigali. Salon d'Honneur I.**
10h30	-	**Entretiens avec S.E.M. Pasteur Bizimungu, Président de la République et S.E. le Général-Major Paul Kagamé, Vice-Président et Ministre de la Défense, au bureau du Président.**
11h30	-	**Visite au siège de la MINUAR et rencontre avec le personnel de la MINUAR et des Chefs d'Agences du Système des Nations Unies.**
12h00	-	**Conférence de presse à l'Aéroport, Salon d'Honneur I.**
12h15	-	**Départ pour Luanda (Angola) via Entebbe (Ouganda).**

VISIT OF THE SECRETARY GENERAL

Receiving the SG at Kigali airport will be:
The Force Commander, the Executive Director and the Chief of Protocol.

MOTORCADE

Leading the motorcade will be the local police, UN Security, VIP, UN Security, 2x local police followed by:

veh# 1 SRSG, ED, 1 S/O, 1 driver.
veh# 2 FC, ADC, Security + driver.
veh# 3 Delegation- Mr Kouyate, Ms Aboulnaga
veh# 4 Delegation- Mr Sabra, Ms Yannick dos Santos, Ms Therese Gastaut.
veh# 5 Delegation - spare.
veh# 6 UNAMIR CSO + 2 Security Officers.
veh# 7 Press mini bus.
veh# 8 UNAMIR Ambulance (Australians).
Closing the motorcade will be the local police.

Representing the UNAMIR and accompanying the Secretary General throughout the visit will be the SRSG, the FC, the ED and the Chief of Protocol.

Traveling by helicopter to the two sites will be:

helio C: SG, SRSG, FC, ED, MFA, 1 Doctor, 2 S/Os.
helio A: 3 Ministers, Mr Kouyate, Ms Aboulnaga, Mr Sabra, 2 S/Os
helio B: Mme Gastaut, 6 journalists, 1 S/O.
helio D: Medics

NB: the visit to Nyarubuye will present some disturbing scenes.

Helicopters C & D will follow different route to give helicopters A & B the time to land. The same procedure will apply for each trip.

Helicopter C will keep engines running at all times and D will circle above during the visit to both sites.

Snacks will be available at the VIPs Lounge upon arrival at Kigali from Nsinda prison.

there have been increasing reports of a growing rift, especially between English-speaking Rwandese troops who have recently returned from Uganda and occupy the most senior positions, and their French-speaking counterparts from Burundi who are said to resent seriously their less favourable positions.

5. The slow disbursement of pledged assistance as well as the delay in bringing suspected genocide perpetrators to trial are also seen as widening gaps within the society and the political establishment and fueling inter-ethnic strife. Lack of foreign economic and financial assistance is contributing to more widespread property, heightening social tensions and provoking political acrimonies as some members of the regime (e.g. moderate Hutus), blame their more hardline partners (e.g. RPF) for policies and practices and an overall climate viewed as discouraging the speedier flow of international support. At the same time, the absence of quicker movement in the area of justice could encourage more revenge killings which, in turn, could worsen ethnic polarization and hinder refugee repatriation efforts.

6. Despite the Government's stated policy downplaying the ethnic factor in building a new Rwandese society and political system, there are strong indications that the level of inter-ethnic suspicion, even hostility, remains disturbingly high. The Government's efforts, despite their merits, are still at an early stage to have had any meaningful impact. Moreover, if Rwanda's history as well as developments elsewhere in Africa are taken as a guide, the Government's policies and efforts in this regard might even ultimately be futile as ethnic solidarity has frequently emerged as a more resilient and decisive factor for forging alliances in African societies than shared political philosophies.

7. The potentially explosive mixture of ethnic and political rivalries is especially pronounced in Rwanda with its long history of ethnically and politically-motivated violence as well as its massive poverty. Ethnic and political polarization, despite the Government's best intentions and efforts, continues to characterize the fundamental basis of contemporary Rwandese society and politics. Against that background, the potential for violence remains an ever-present threat. The primary responsibility for preventing the present political coalition from unravelling rests with the Government. The international community also an important role to play and to this end should continue and indeed intensify its efforts to assist in stabilizing the internal situation, preventing threats of destabilization from becoming a reality and facilitating the repatriation of Rwanda's 2 million refugees.

Please file

DRAFT

BRIEFING NOTE FOR THE SECRETARY-GENERAL'S VISIT TO RWANDA

13-14 JULY 1995

Opening remarks

1. The Rwandese Government celebrates its first year in office on 19 July. The Secretary-General may wish to congratulate Rwandese leaders on the significant achievements of the Government during the past year. The Government exercises sovereign authority and is gradually re-establishing political and administrative institutions over the entire country. A pluralistic National Assembly functions. The country has achieved near normalcy in most walks of life, with schools and universities reopening, no curfews, few road blocks, markets businesses and commerce burgeoning and essential services, including water, electricity and transport restored. Embassies have re-opened and commercial flights connect Kigali to the outside world. Some refugees, mainly old case-load, from the 1959-60 exodus, have returned, with the new case-load, from 1994, returning in fits and starts. Security, despite occasional acts of banditry and thefts, especially in Kigali, generally reigns.

2. Much remains to be done, however. Nearly 2 million refugees are still living in camps in neighbouring countries, some of them in a hostile, military confrontationist approach. 48,000 prisoners are held in inhuman conditions with the process of justice yet to begin functioning. Much of the shattered infrastructure remains unrepaired, especially roads, bridges and buildings. Moreover the Government cannot function effectively without the resources with which to pay salaries regularly or to procure such basic tools of governance as transport, telephones and office equipment. Tensions with neighbours and lack of progress in reconciliation also inhibit refugee return. The Government, essentially a loose coalition of five political parties, has recently been experiencing some strains and frictions, leading to and manifested by a number of prominent defections, including two senior Hutu members, Mr. Jean-Marie Vianey Ndajimina, the former Foreign Minister, and Mr. Jean Damascène Ntakirutimana, the former Director of the Prime

.../...

Minister's Cabinet, both belonging to the MDR Party of Prime Minister Twagiramungu. A perception of military (RPA) dominance over the civilian administration, is also causing internal tensions and rumbling. These issues need to be addressed meaningfully in the immediate future.

3. **Basically the following five issues need to be addressed in order to alleviate frustrations within the body politic of Rwanda:**

a) **Refugee return**

Central to peace and stability is the need for a voluntary and safe return of refugees from neighbouring countries. To achieve this objective, the mainly Hutu, refugees must not only be promised justice and security but 'these promises' must also be implemented on the ground. The Nairobi Summit Declaration, the Bujumbura Action Plan and the Tripartite Agreements signed between UNHCR, Rwanda and the neighbouring countries (Zaire, Tanzania and Burundi) provide the basic guidelines for future action. These agreements need to be revived and implemented. The Secretary-General may wish to seek Rwanda's recommitment to these agreements through a regional Conference to be convened at an early date. The Secretary-General may indicate that all three parties to the agreements would be persuaded to fulfil their respective commitments in a synchronized effort to achieve refugee return. Measures to promote confidence-building and trust may be given special impetus in attempting to achieve this objective.

b) **Justice**

The International Tribunal is poised to begin functioning in the second half of 1995. Judges have taken their oaths and the Deputy Prosecutor's office is already functioning in Kigali. About 400 cases are being processed by the Prosecutor's office.

.../...

The national process of justice must also begin functioning in order to prevent retribution and to ensure justice to incoming refugees. Above all the 48,000 prisoners must be screened before a prima facie case is brought against alleged criminals. Thereafter, their cases must be processed expeditiously and the innocent released. The international community is ready to provide foreign experts to assist in this process. Rwanda, for its part, must quickly appoint the judges, magistrates, prosecutors and defence attorneys for the judicial process to begin functioning as early as possible. Meanwhile, the conditions in the prisons must be improved on an emergency basis.

c) **Reconciliation**

It is widely felt that the process of reconciliation can only succeed after the judicial process is seen to be effective. Reconciliation needs to be seen at several levels: at the grass roots, when ordinary citizens can begin to pick up their daily lives in the communes and towns without fear of retribution and in an atmosphere of fair play and security. Former civil servants, businessmen and army personnel may be encouraged to return in dignity and security and eventually political elements that are not tainted by criminal charges may be encouraged to return to the political fold. Reconciliation should not be seen as synonymous with impunity or with immunity from criminal responsibility. It must be made clear that the climate of impunity is to be banished and those responsible for criminal acts duly punished through a transparent judicial process. At the same time, the Government should consider publishing a definitive list of suspected participants in the genocide. Determined efforts, including information and sensitization messages of confidence-building should be carried out by the Government to promote harmony and peaceful co-existence among all ethnic groups. No one group should be made to feel excluded or persecuted. The principle of power-sharing, which underpinned the Arusha accords, should be reaffirmed and some contacts, first discreetly, should be initiated with

.../...

Hutu political leaders in exile who are not implicated in the genocide and can be shown to enjoy the support or confidence of the refugees.

d) **International Aid**

The Secretary-General may acknowledge that the slow pace of disbursement has led to understandable frustration. Rwanda's recent cooperative policies towards UN and the international community has ushered in a new climate of positive cooperation. This has already ensured quicker disbursement of aid pledges. The recent mid-term review of the Geneva Round Table is expected to lead to encouraging results and this flow of international aid is likely to meet Rwanda's immediate socio-economic needs. The Secretary-General may assure Rwandese leaders that UN and its agencies would make every effort to achieve meaningful disbursement of aid pledges. It is essential that Rwanda and the international community maintain this momentum. Rwanda's cooperative attitude towards human rights, justice and reconciliation would be an important factor for maintaining this impetus.

e) **Sabotage, militarization and infiltration from refugee camps**

The Secretary-General may share his concern at the increased militarization, sabotage and infiltration from the refugees camps, which has caused increased tension within Rwanda. The Secretary-General may inform Rwandese leaders of the Security Council's concern at this dangerous development and to the report of his Special Envoy which aims at measures to reduce this tension. He may note press and NGO reports on alleged military training and arms transactions, and stress that Security Council's proposed deployment of military observers in neighbouring countries could help clarify the situation with a view to preventing the destabilization of Rwanda.

.../...

The Secretary-General may outline the measures proposed to alleviate this problem including:

a) Greater discipline and control in the refugee camps.

b) Relocation of camps away from the borders.

c) Pressure to arrest "criminals" in accordance with Security Council Resolution 978.

d) Pressure on host countries to prevent military training and military supplies in the camps.

e) The possible stationing of military observers in camps and at airports.

f) The holding of a regional conference which could outline a plan to control militarist activities and encourage refugee return.

UNAMIR Mandate

4. The Secretary-General may state that the new UNAMIR mandate acknowledges Rwanda's sovereign authority over its territory and accepts that the responsibility for security and protection of Rwandese nationals lies with the Government of Rwanda. UNAMIR's role has been redefined to emphasize its assistance nature. Thus, UNAMIR would, henceforth, play an appropriate supportive role in cooperating with the Rwandese Government to provide stability, promote confidence and trust, especially to returning refugees, and assist the Government in repairing its infrastructure. Moreover, UNAMIR's continued assistance in the training of a new national police force could help in the process of revitalizing the national judicial system. The

.../...

co-operative relationship under the new mandate needs to be supported and enhanced to mutual benefit. UNAMIR would phase-out in accordance with its mandate. Currently, the UNAMIR force stands at 5255 In accordance with Security Council resolution 997 of 9 June, it is expected to be reduced to 2,330 by September and to 1,800 (the figure requested by the Government), by October.

Regional Conference

5. As a follow-up to the Nairobi summit held in January this year and the Bujumbura refugee conference held in February, and pending the organization of the regional conference on security, stability and development envisaged by the Security Council, a regional summit should be convened on an urgent basis with the limited objective of giving renewed political impetus to the agreements and commitments made at the above-mentioned Nairobi and Bujumbura meetings. The importance of providing a cooperative, political framework between countries of the Great Lakes is crucial. It would be helpful in achieving the objectives of such conferences if Rwanda's tense relations with some of its neighbours, in particular Zaire and to an extent Tanzania, could begin to be eased on a bilateral basis. The Secretary-General may wish to give his full support towards achieving this objective. He may also promise his good offices to that end if the parties concerned request it.

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA — MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

MEMORANDUM

Pauline
Please file
WS

TO : List below

FROM : Ambassador S.M. Khan
SRSG

DATE: 8 July 1995

SUBJECT : BRIEFING NOTES FOR THE SECRETARY-GENERAL

I will be grateful if briefing notes of one page length were prepared for the Secretary General's dossier on the following topics:

UNAMIR

1.	Rwanda: general political situation	SPA
2.	Rwanda: relations with neighboring countries	SPA
3.	Rwanda: justice system situation, including state of prisons	LA
4.	Rwanda: summary of Kibeho inquiry	LA/RAFII
5.	Status of the UN International Tribunal	LA
6.	UNAMIR/Rwanda: Status of the SOMA	LA
7.	UNAMIR: Administrative, logistical and budgetary problems	CAO
8.	UNAMIR's Mandate	SRSG
9.	Rwanda: Military threats from neighboring countries	FC
10.	UNAMIR: Status of Forces, including rotation	FC
11.	Arms embargo	FC

UNHCR

12. Situation in Zaire, Tanzania and Burundi
13. Return of refugees, follow-up to the Bujumbura conference and Nairobi Summit

UNDP

14. Round Table Highlights

HUMAN RIGHTS

15. Status of Operation

UNREO

16. Status of Humanitarian Assistance

Kindly submit to my office no later than Monday, 10 July at noon.

Thank you for your cooperation.

Distribution:

FC
ED
SPA
LA

UNDP RESIDENT COORDINATOR	-Fax: 76263/75089
UNHCR REPRESENTATIVE FOR RWANDA	-Fax: 77276
UNHRO REPRESENTATIVE FOR RWANDA	-Fax: 77276
UNREO HUMANITARIAN ASSISTANCE COORDINATOR	-Fax: 72951

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

UNAMIR-MINUAR

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

Office of the Spokesman

Mr. W. De Souza,

Please find herewith attached, texts of the public statements made by the Secretary-General of the United Nations during his official visit to Rwanda.

IMPORTANT: All the texts are un official and unedited versions from audio transcripts.

Sorry that the copies are not so clean.

Pauline
Please file
17.7.95

Ismaël

- THE SECRETARY-GENERAL'S COMMENTS ON ARRIVAL IN KIGALI -

Journalist: Mr. Secretary-General, do you have any comments on the .....

SG: I will have a press conference tomorrow and I am ready to answer to all your questions. Thank you!

SG: Je voudrais remercier le Gouvernement de Kigali pour l'accueil qu'il m'a fait, ainsi qu'à ma propre délégation et vous dire combien je suis heureux de retrouver cette capitale, cette fois-ci en ma nouvelle qualité de Secrétaire Général des Nations Unies. Je pense que c'est la première fois qu'un Secrétaire Général des Nations Unies vient visiter votre beau pays et je suis fier que ce soit un Africain qui soit le premier Secrétaire Général des Nations Unies à visiter votre pays.

I just want to express my gratitude to the Government of Rwanda and to say how happy I am to be here and that it is the first time in the history of your country that a Secretary-General of the United Nations pays a visit and I am very proud that I am the first African Secretary-General to pay this visit. And on this visit, I want to express the importance the United Nations gives to the relations between the United Nations and Africa and between the United Nations and the Republic of Rwanda.

ASSEMBLEE NATIONALE DU RWANDA

Introduction du Président de l'Assemblée

M. Juvenal Nzuri

Excellence M. le Premier Ministre

Excellence M. le Vice Premier Ministre

Monsieur Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies

Monsieur les Ministres

Honorable Député

Monsieur les Ambassadeurs,

Je devrais commencer par vous présenter notre hôte ce soir, c'est Son Excellence Dr. Boutros-Ghali et c'est pour moi un agréable plaisir que de lui souhaiter une chaleureuse bienvenue, un agréable séjour parmi nous aussi bien pour lui-même que pour la délégation qui l'accompagne. C'est un honneur pour notre Parlement que d'être le lieu ou Monsieur le Secrétaire général vous avez bien voulu vous adresser au peuple rwandais; ses représentants en sont honorés et nous pensons que le message que vous allez nous transmettre sera un message d'encouragement et de soutien pour la paix dans le pays et dans notre région et pour la réconciliation du peuple rwandais.

Excellence M. le Secrétaire général,

Le peuple rwandais connaît une longue histoire avec les Nations Unies. Au lendemain de la première guerre mondiale, la société des Nations a confiée à la Belgique le mandat de gouverner ce pays. Après la seconde guerre mondiale et la création de l'ONU la tutelle a été confié à la même Belgique. Vous comprenez donc avec moi que l'Organisation des Nations Unies a eu malgré tout un droit de regard sur la gestion socio-économique et socio-politique de ce pays. Les Nations Unies ont assisté à la décolonisation tumultueuse de ce pays et les premiers flux des réfugiés ont eu lieu quand notre pays était encore sous tutelle. 34 ans après, l'ONU est revenu contre l'avis de ceux qui préparaient avec précision et avec précaution le génocide auquel vous avez assisté en direct

sur vos écrans de télévision. Ce génocide a eu lieu. Les forces des Nations Unies étaient présentes; elles se sont retirées pour revenir quand tout était consommé. Il s'agit donc d'un lourd contentieux avec le peuple rwandais et votre présence parmi nous, votre présence, votre passage, nous aidera à l'éclaircir. A côté de ce passage d'ombre nous n'oublions pas les résolutions du Conseil de Sécurité portant création du Tribunal International pour juger les crimes de génocide, celles demandant aux pays qui les hébergent de faciliter leur traduction devant la justice. Nous croyons que ce sont des dispositions positives qui marquent la bonne volonté de la communauté internationale.

Excellence Monsieur le SG des NU

Vous vous souvenez que les Nations Unies ont décrété l'embargo contre notre pays. Cet embargo était dirigé contre le régime qui a perpétré le génocide et les massacres des populations. Les fondements de cette résolution ne sont plus d'actualité, surtout que les responsables de ce crime s'arment au vu et au su de tout le monde et ne cachent pas leur objectif de déstabiliser le pays et d'achever le travail commencé. Nous vous demandons d'user de vos moyens pour lever cette mesure devenue anachronique. Je terminerai en exprimant un souhait: Vous êtes intervenus au Rwanda avec des militaires en armes pour maintenir la paix. Cette paix et cette sécurité reviennent peu à peu grâce aux efforts de notre armée et de notre peuple qui se sont donnés pour mission de lutter pour la paix. Nous vous demanderions de transformer cette force des Nations Unies en une armée d'enseignants, de professeurs, de médecins, d'ingénieurs; dont la mission serait de lutter contre l'ignorance, la misère, la pauvreté, toutes des maux qui ont été à la base du génocide que nous avons connu. Cette contribution serait sans aucun doute positive pour la paix dans le pays et dans notre région. Tout en réitérant mes souhaits de bienvenue, je tiens

à vous assurer que l'auditoire ce soir sera attentif à votre discours. Ils vous écouteront et sans doute ils attendent beaucoup de vous. Ainsi vous pouvez vous adresser à cet auditoire, à cette Assemblée Nationale, à ce Gouvernement qui se réunissent ce soir. A vous la parole Excellence.

ASSEMBLEE NATIONALE DU RWANDA

Intervention du Secrétaire général de l'ONU

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale

Monsieur le Premier Ministre

Monsieur le Vice Premier Ministre

Messieurs les Ministres

Messieurs les Ambassadeurs accrédités auprès de la République Rwandaise

Messieurs les membres de l'Assemblée Nationale

Dans quelques jours vous allez célébrer le premier anniversaire du Gouvernement qui est entré en fonction à la fin du génocide et des atrocités insupportables qui ont tant endeuillé le Rwanda, qui ont tant endeuillé aussi tout le continent africain; parce que tous les pays africains sont solidaires, que ce soit à travers leur Organisation de l'Unité africaine ou à travers les expériences qu'ils ont eues jusqu'au moment de la création des Nations Unies; il n'y avait que trois Etats qui étaient semi indépendants, l'Ethiopie, l'Egypte et le Libéria. Donc le Continent africain a en commun une expérience qui a aidé à forger une certaine solidarité. Si bien que quand il y a un drame qui se passe dans un pays, ce drame a des répercutions sur tout le continent. Et le génocide qui a eu lieu au Rwanda a diminué l'image de tout le continent africain. C'est une guerre fratricide qui a rendu plus difficile la tâche de l'Organisation Internationale, de la communauté internationale pour coopérer avec le continent africain, pour aider les Etats africains à trouver des solutions pacifiques à leurs conflits internes ou internationaux, pour aider l'Afrique à se reconstruire et à pouvoir participer au progrès de la communauté internationale. Je voudrais donc vous féliciter pour ce premier anniversaire mais en même temps vous dire que vous êtes au début d'un très long chemin. Certes nous pouvons trouver des éléments de satisfaction dans un commencement à la vie normale. Votre présence ici est une autre preuve que vous vous intéressez à un système démocratique, que vous voulez discuter, que vous voulez engager un dialogue. C'est pourquoi Monsieur le Président, en tant qu'ancien parlementaire bien plus qu'en tant que Secrétaire

général des Nations Unies je vous proposerai, si vous acceptez, d'engager un dialogue à la suite de cet exposé. Et je répondrai sans hésiter aux questions que me feraient les parlementaires et je leur dirai: "n'hésitez pas à me poser des questions non diplomatiques et je vous promets que vous aurez des réponses non diplomatiques". Mais revenons aux éléments de satisfaction. Nous voyons que nous sommes sur le chemin d'une reconstruction et que le Rwanda essaye d'oublier le drame. Malheureusement il reste beaucoup à faire. Il est tout d'abord urgent de travailler à la réalisation des objectifs qui ont été fixés durant l'Accord d'Arusha. J'insiste en particulier, et ce sera l'objet de notre discussion, sur l'importance, sur la nécessité que toute la nation rwandaise puisse participer pleinement et démocratiquement à la gestion des affaires du pays. Les politiques d'exclusion auraient des conséquences que vous avez vécues et que nous avons vécues avec vous. Bien plus, des politiques d'exclusion rendraient l'assistance, la coopération, la collaboration de la communauté internationale à l'égard de votre pays, mais et à l'égard des autres pays africains aussi, extrêmement difficiles. La seconde idée extrêmement importante à laquelle nous sommes tous engagés c'est la protection des droits de l'Homme. Je sais bien que les droits de l'Homme ont été violés de la façon la plus atroce et qu'il y a eu un génocide. Je tiens à vous rappeler que j'ai été le premier à prononcer le mot de génocide dans les assemblées internationales pour mobiliser, pour sensibiliser l'opinion publique internationale, pour obtenir de l'opinion publique internationale une aide accrue; que ce soit une aide politique, une aide militaire, une aide financière, une aide technique pour votre pays. Je n'ai pas réussi. J'ai eu des difficultés beaucoup plus grandes que dans d'autres situations qui n'étaient pas aussi graves mais qui elles aussi demandaient une aide. Donc il est important de trouver une solution. Et une des solutions les plus importantes c'est une solution aux problèmes des réfugiés. Là, l'Organisation des Nations Unies est liée par certaines normes internationales et l'une des normes internationales

nous interdit d'obliger les réfugiés à retourner dans leur pays. Donc nous n'avons pas des moyens d'imposer un retour. Voici un premier obstacle. Mais un second obstacle c'est une crainte que vous retrouvez dans les camps de réfugiés, qu'ils se trouvent à Bukavu, à Goma ou sur la frontière de la Tanzanie. Vu cette crainte - il est de votre devoir, parce que se sont vos frères, et je ne parle pas d'une façon morale - il est de votre devoir, je dirai même de votre intérêt d'engager un dialogue avec ces réfugiés. Il y a des coupables, ces coupables doivent être punis. Nous avons créé un Tribunal International pour vous aider, vous aurez vos propres tribunaux nationaux. Mais avec la grande masse des réfugiés, il est important d'engager un dialogue. Seul à travers un dialogue ils seront amenés à retourner dans leur pays, dans leurs villages et à participer à la vie politique, à la reconstruction de votre pays. Tant qu'ils resteront dans des camps des réfugiés, la reconstruction sera incomplète et ce qui est plus grave, l'aide internationale sera elle aussi incomplète. Et nous aurons des difficultés à obtenir cette aide. Je crois que j'ai eu une conversation extrêmement franche avec le Premier Ministre où je lui ai expliqué les difficultés que j'ai aujourd'hui en tant que Secrétaire général des Nations Unies d'obtenir l'aide que ce soit des pays donateurs ou des organisations non gouvernementales. Vous allez me demander pourquoi. Vu la multiplicité des conflits, l'aide, l'intérêt, l'attention de la communauté internationale se dirige vers les pays ou les situations progressent. Je suis le premier à avoir reconnu qu'il y a un progrès incontestable dans la reconstruction. Mais dans le domaine de retour des réfugiés qui est lié aux problèmes des droits de l'Homme, il n'y a pas eu de progrès. Je ne connais pas quelle est la solution et certainement ce n'est pas aux Nations Unies de trouver la solution parce que c'est un problème interne, c'est un problème du Rwanda. C'est aux rwandais de trouver une solution à leur propres problèmes. Et cette solution, le plus vite vous la trouverez, le mieux vous obtiendrez une assistance internationale, une

coopération et un appui de la communauté internationale. Plus vous tardez, plus nous nous trouverons devant des conflits, des futurs conflits et des difficultés. Et ce qui m'inquiète le plus, et je vous parle en frère, je vous parle en africain, ce qui m'inquiète le plus c'est que nous sommes confrontés à une nouvelle fatigue des Etats donateurs. Des Etats donateurs ont d'autres priorités Leur opinion publique est mécontente. Elle dit: **"nous avons nos propres réfugiés au sein de nos propres pays, nous avons nos propres malades, nous avons nos propres pauvres; pourquoi nous nous occupons nous des autres?"**. Evidemment, le rôle des Nations Unies c'est de promouvoir cette solidarité internationale; le rôle de l'Organisation de l'Unité africaine c'est de promouvoir cette solidarité africaine; le rôle des 77 c'est d'attirer l'attention des G7 et leur dire: **"occupez-vous des pays du tiers monde, occupez-vous des pays en voie de développement"**. Mais nous avons et nous aurons de plus en plus de difficultés à obtenir cet appui, à obtenir cette collaboration de la communauté internationale.

Le Tribunal International pour le Rwanda est une opération qui n'est pas facile. Il n'est pas facile d'obtenir les fonds nécessaires pour créer ce Tribunal. On a mis du temps pour pouvoir élire des juges. Le mécanisme du système, le mécanisme du multilatéralisme est un processus extrêmement long. Indépendamment de l'existence de ce Tribunal, il ne faut pas attendre la création du Tribunal International pour dire **"nous allons promouvoir la réconciliation"**. Il faut commencer immédiatement à promouvoir la réconciliation. A cet égard, je suis en contact avec l'Organisation de l'Unité africaine; nous collaborons avec les organisations régionales, nous collaborons avec les organisations non gouvernementales, nous collaborons avec les nouveaux acteurs des relations internationales pour pouvoir démocratiser les relations internationales, pour pouvoir obtenir l'appui que nous n'arrivons pas à obtenir des Etats donateurs. Donc nous faisons appel aux organisations régionales, aux organisations non

gouvernementales, à toutes les nouvelles institutions aux unions, aux syndicats, aux hommes d'affaires, en leur disant: **"aidez nous en pour que nous puissions aider un pays qui veut se reconstruire, un pays qui a subi un drame inouï dans la seconde moitié du vingtième siècle"**. Alors que l'on croyait qu'une fois la seconde guerre mondiale terminée il n'y aurait plus de génocide, nous avons vécu de nouveau un génocide. Donc il faut que nous trouvions des solutions. Il faut que le retour à la paix soit une condition indispensable pour la reconstruction du Rwanda. Vous n'aurez pas une véritable reconstruction à moins de trouver une solution à l'intégration et au retour des réfugiés. Si jamais ce retour commence, si jamais vous arrivez à prendre des dispositions qui vont rétablir la confiance, qui laissent entendre que vous voulez la justice et non pas la vengeance - je précise que vous voulez la justice, que vous êtes en faveur de la justice et non en faveur de la vengeance - alors en ce moment vous pourrez construire une paix nouvelle et il faudra des années et des années pour oublier ce génocide, pour oublier cette guerre fratricide ou des milliers et des milliers des femmes, d'enfants, d'hommes ont été tués de façon horrible. Et nous avons besoin de la réconciliation. Et cette réconciliation ne doit pas être des mots; elle doit être dans les faits. Nous sommes observés par 185 Etats, nous sommes observés par des milliers d'organisations non gouvernementales, dont chacun a son opinion et ses exigences. Je suis confronté à ces problèmes tous les jours, des demandes des organisations internationales, des critiques des organisations internationales. L'opinion publique est devenue un nouveau facteur de la révolution médiatique qui amène les événements dans la chambre de n'importe quelle partie du monde. Donc nous sommes obligés de nous occuper de ce problème.

Quant aux forces des Nations Unies, je tiens à vous dire que s'il s'agissait du Conseil de Sécurité ou de la communauté internationale, on souhaiterait le

départ des forces des Nations Unies aujourd'hui, avant demain. Et vous avez un exemple devant vous qui s'est passé (en Yougouslavie), en Somalie. Et moi je me bats en ce moment pour pouvoir maintenir les forces des Nations Unies en Yougouslavie. Je suis tous les jours sous la pression des Etats membres qui disent: ça suffit, il faut se retirer; s'ils veulent se battre, qu'ils continuent à se battre; s'ils veulent continuer à se préparer des futurs conflits qu'ils fassent des nouveaux conflits; nous n'avons plus l'intention d'intervenir; nous n'avons plus l'intention d'envoyer nos hommes pour s'occuper des problèmes d'autres Etats; ce sont des Etats indépendants, qu'ils assument leur indépendance; ce sont des Etats souverains, qu'ils assument leur souveraineté, qu'ils se débrouillent. Je suis obligé de me battre pour leur expliquer que nous appartenons à la même famille, la famille des Nations: "**nous sommes égaux, nous appartenons à la même famille; si un malheur arrive à un membre de la famille il faut que les autres membres de la grande famille, s'intéressent à ce malheur et puissent l'aider; nous appartenons à cette même famille humaine, nous nous avançons dans la civilisation de l'universel et si vous ne faîtes pas les efforts nécessaires, vous allez marginaliser tout un continent; vous allez marginaliser des pays, des millions et des millions d'habitants; vous devez nous aider**". Et nous nous trouvons devant ces difficultés. Heureusement que nous avons obtenu la résolution 997 par laquelle on arrive à maintenir les troupes des Nations Unies jusqu'au 8 décembre prochain. Mais je vous garantis que si vous demandez le départ des troupes demain, je considère que je serai très populaire auprès du Conseil de Sécurité et je serai très populaire auprès des Etats qui contribuent aux frais de ces troupes. Vous devez avoir des chiffres pour vous faire une idée des difficultés que nous avons. Il y a quelques années les casques bleus ne dépassaient pas 3000 ou 4000 hommes. Et le budget des opérations de maintien de la paix ne dépassaient pas les 400 ou 500 millions de dollars chaque année. Aujourd'hui nous avons 70 000 casques bleus dans différentes parties du monde,

sans parler des Observateurs. Le budget qui atteint 3, 6 milliards de dollars. Et les Etats ne payent pas leurs contributions. Donc les Nations Unies se trouvent face à une crise financière extrêmement grave et la première réaction des Etats membres est de dire : **"diminuez les forces de maintien de la paix, ne vous occupez pas des Etats qui ne veulent pas nous aider pour que nous puissions les aider"**. Donc je reviens sur cette idée: il est important que nous nous adressions à la communauté internationale, il est important que nous expliquions à la communauté internationale que nous voulons trouver une solution. Et nous ne voulons pas trouver une solution provisoire. Vous avez eu des solutions provisoires et vous savez bien que des solutions provisoires ne servent qu'à préparer de nouvelles confrontations. Nous voulons une véritable solution, une solution qui est basée sur un dialogue, une solution qui est basée sur une fraternité qui devrait exister, une solution qui est basée sur un esprit de conciliation, de modération. Je dirais même qu'il faut essayer de pardonner. C'est difficile, mais il faut essayer de pardonner, il faut essayer d'oublier. Je suis d'accord qu'il ne faut pas oublier les criminels, mais il faut surtout éviter de punir tout un peuple parce que si vous punissez tout un peuple vous vous punissez vous même. Vous appartenez à ce peuple, c'est votre pays et vous obtiendrez moins d'intérêt de la communauté internationale. Voilà ce que je voulais vous dire. Je voulais vous dire que les Nations Unies et surtout le Secrétaire général des Nations Unies qui a consacré une grande partie de sa vie à s'occuper des problèmes africains - j'ai commencé il y a à peu près 40 ans, si vous voulez les dates précises, mon premier voyage a été en 1944 avant l'indépendance au Soudan et par après j'ai connu tous les pays africains et les ai visités des dizaines de fois - je sens que c'est mon devoir d'aider le continent africain. Et je suis reconnaissant à la communauté internationale de m'avoir élu comme Secrétaire général pour que je puisse aider encore plus le continent

africain. Je vous avoue en toute honnêteté: j'ai souvent échoué et le continent africain ne m'aide pas afin que je puisse l'aider.

Merci.

Réponses du Secrétaire général aux questions de deux députés et de deux Ministres

Question en arabe.

Réponse:

On avait parlé de génocide l'an dernier et dans la fameuse résolution 997 on a parlé de crime. Est-ce-qu'il y a une différence entre les deux? Je pense que le génocide est un crime, c'est un crime international. Je ne pense pas que le Conseil de Sécurité avait une idée quelconque en voulant mentionner crime plutôt que de mentionner génocide. Pourquoi? Parce qu'une fois que le mot génocide a été prononcé par une résolution du Conseil de Sécurité, il est valable pour toutes les autres résolutions.

Question

Notre peuple a été massacré en présence des forces de l'ONU très bien armées. Au lieu d'aider cette population en détresse, la force de l'ONU s'est retirée. Au moment où les forces patriotiques combattaient vaillamment contre cette force du mal, je veux dire les forces du Gouvernement, et au moment où on allait les mettre en dehors du pays, c'est le moment où les Nations Unies ont créé une zone pour sauver les massacreurs. La question est celle-ci, "Excellence: **Notre peuple aujourd'hui n'a plus confiance dans les forces de l'ONU. Comment est-ce que vous allez nous aider pour leur donner cette confiance et en plus dans laquelle nous avons besoin?"**

Réponse

Je crois que seul le peuple rwandais peut se donner à lui même confiance. Les Nations Unies ne peuvent pas vous donner.... les Nations Unies peuvent vous aider. Il faut vous aider vous-même et le ciel vous aidera. C'est à vous de trouver des solutions. C'est à vous de promouvoir certaines formules de réconciliation. Nous sommes prêts à vous aider mais nous ne pouvons pas vous remplacer. Et nous ne vous remplacerons jamais. C'est une des politiques des Nations Unies. Les Nations Unies aident les peuples, aident les protagonistes en conflit. Encore faut-il qu'ils trouvent eux-mêmes des solutions. Nous sommes prêts à les aider. Donc pour la question de confiance c'est au peuple rwandais lui-même de panser ses plaies et de trouver des moyens pour engager un dialogue pour commencer à adopter certaines mesures pour créer une confiance. Et à partir de ce début vous pourrez construire la paix. Je dirais, institutionnaliser la paix. Ce que nous appelons dans notre jargon des Nations Unies "**peace-building**" : construire la paix. Donc il ne s'agit pas seulement de trouver un papier ou de faire même revenir les réfugiés. Il s'agit de passer une autre étape et de se préparer une autre étape plus importante qui peut construire la paix. Si deux pays qui ont eu trois guerres terribles et je vais les citer: la France et l'Allemagne; ces pays en 1870, 1914, 1939 ont eu des millions de morts mais sont arrivés à construire une unité. Ils avaient deux grands hommes: Adenhauer et De Gaule. S'ils sont arrivés à trouver une solution, si en Espagne à travers une guerre fratricide, ils sont arrivés à trouver une solution, si au Nigéria ils ont trouvé une solution ou devaient trouver une solution, si d'autres ont trouvé une solution, vous devez trouver une solution, et ce sera votre solution; à vous de trouver la formule, à vous d'engager le dialogue, à vous de créer la confiance réciproque et seule votre action .... nous sommes là pour vous aider mais nous ne pouvons pas vous remplacer. Et c'est çà, si vous

voulez dire le message. Au contraire. Mon message c'est: aidez-nous pour que nous puissions vous aider, parce que j'ai des difficultés à vous aider. Donc si vous ne m'aidez pas je n'arriverai pas à vous aider. Donc c'est à vous de trouver la solution.

Question

(a) You dwelt on the question of dialogue. And I am sure, both the UN and the international community in general know that Rwanda has opened its gate or its gates to Rwandese outside these borders. On no conditions. But you insist that there should be dialogue. My question is: must we have dialogue with those who committed genocide - is that your advice?

(b) Reports have again and again come that people who committed genocide in this country have been armed and are continuing to be armed outside this country. This Government has inherited an arms embargo and that arms embargo is being maintained by the UN, the same UN that has had consistence report of people who committed genocide being armed. Is that logical, Your Excellency?

(c) The question of reconciliation: In Rwanda we think and believe that reconciliation is a process that needs a number of prerequisites. Perequisiste No.1 is justice; prerequisite No.2 is that there must be a level of consent of whoever committed crime, and even those against whom crime was committed must have a kind of relationship with those who committed it. How does the UN foresee a reconciliation without those necessary prerequisites? That is an advice I would like the Secretary-General of the UN to give to this country.

Answer

Concerning the first question, certainly I did not advocate dialogue with those who committed genocide or those who were the instigators of genocide. They have to be condemned. This is why we have the International Tribunal. But there is a difference between those who were behind the operations and the average men who may have done a lot of mistakes. So this is the first difference. The second one, I completely agree. That is why we adopted a resolution of the Security Council to send observers on the border to stop the inflitration of arm coming to certain elements belonging to the former Government. We are aware of this but again we cannot do this unless there is an agreement of the member States. The Security Council has sent a special envoy who was received by your Government, he went without delay around the neighbouring countries and all of them, have refused the presence of observers. They said are intervening in their internal affairs and this is the problem of the Government of Kigali. It must find a solution to bring back the refugees and it will not be at our expense. It is enough that we are paying the price of having a million refugees with all the complications and I have received letters asking to intervene to get rid of those refugees. So we have tried, but again the problem is that according to the rule, and I have mentioned this already, we have no permission and our system does not allow to use force to compel the refugees to return. It must be based on their own political will.

Finally about the embargo, I have no objection of lifting the embargo. It is not my decision, it is the decision of the Security Council. But I am afraid that the day you lift the embargo you will have complications that the international community, saying: they are buying arms, then they are using our assistance to buy arms let us stop our assistance. So if you are sure lifting the

embargo will have no impact on the international community, I am the first one to say: come on! Lift the embargo. We had the same problem in Bosnia, but again you have to understand this is not my decision. This is the decision of the donor countries and unless the donor countries are ready to adopt a new resolution, we will not able to change their mind.

Question

Merci Monsieur le Président, Excellence Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies, je pense que votre diagnostic est exact quand vous dites que le problème du Rwanda est essentiellement le problème des réfugiés qui sont à l'intérieur. Mais, il peut être moins exact quand vous dites que c'est le problème fondamentalement rwandais. C'est comme si vous disiez que le Rwanda a refusé de rentrer ses réfugiés. Or à moins que des rapports que vous receviez disent des choses dans ce sens là, le Rwanda l'a proclamé qu'il voudrait recevoir les rwandais qui sont à l'extérieur. Mais le problème que nous avons toujours évoqué est le fait que ces réfugiés sont embrigadés par ceux là même qui ont commis le génocide. Et nous avons demandé aux Nations Unies de faire en sorte qu'il y ait séparation de ceux qui on commis le génocide d'avec cette autre partie de la population. Alors je pense donc que le problème réel si les réfugiés ne rentrent pas, il y a une part de la communauté internationale qui devrait nous aider à ce que cette séparation se fasse. Que fait l'ONU pour faire cette séparation? Deuxième chose des prisons, vous semblez dire que ce qui se passe au Rwanda, le Rwanda connaîtra la paix s'il y a une justice et non la vengeance. Il y a une sorte de jugement d'intention à travers ce que vous aviez dit du moins dans la façon dont vous l'aviez dit. Dans la situation présente, il y a effectivement beaucoup de prisonniers, mais s'il y avait vengeance, il n'y aurait pas de prisonniers. Nous attendons la justice. Et nous voulons que cette

justice se fasse. Donc je pense que nous sommes conscients qu'effectivement l'avenir du Rwanda reposera sur une justice saine. Et nous voulons le faire. Mais je pense qu'à travers la façon dont vous dites les choses, il y aurait, semble-t-il, des accusations comme quoi on prônerait plutôt la vengeance. Je vous assure que ce n'est pas le cas, et si tels étaient les rapports que vous receviez, je pense que ces rapports devraient être revus ou du moins il faudrait demander que ces rapports précisent et témoignent, donnent des preuves de ce qu'ils avancent.

Réponse

Monsieur le Député je n'accuse personne, il n'y a aucun procès d'intention de ma part. J'essaye de vous aider, vous êtes ici isolés, vous ne savez pas qu'elle est l'attitude de l'opinion publique internationale. Mon objectif c'est de vous aider et de vous dire voilà la perception de la communauté internationale. Ça ne veut pas du tout dire que je partage ce point de vue. Au contraire, j'essaye de vous aider en vous disant: voilà ! j'ai essayé d'obtenir ce que vous voulez, je me suis adressé à 46 Etats pour obtenir des forces pour pouvoir dégager les camps de réfugiés et éliminer dans les camps de réfugiés les éléments négatifs, qui comme vous le connaissez, s'arment et se préparent à des nouvelles confrontations. Je n'ai pas réussi. Ça ne dépend pas de moi. Non c'est intéressant de savoir pourquoi je n'ai pas réussi. Parce que la communauté internationale n'a pas accepté cette approche, et c'est là le problème. Vous avez intérêt à essayer de convaincre la communauté internationale, le fait que 46 Etats aient refusé d'intervenir ou d'envoyer des troupes c'est qu'ils ne partagent pas mon analyse. Mon analyse c'est la vôtre. Je partage votre analyse à 100 %, mais je ne suis qu'un élément. La communauté internationale a une autre vision des choses. Donc votre rôle de

parlementaires c'est d'essayer de corriger cette vision ou de corriger cette perception et ce que je vous transmets, c'est sû,r ce ne sont pas nos rapports du tout, ça n'a aucun rapport n'avoir avec nos rapports. Je vous donne ce que je reçois comme réactions des organisation non gouvernementales. Je vous dis ce que je reçois comme réponse des Etats membres de la communauté internationale. Prenez un cas particulier: 46 ont dit non. Mais enfin ça veut dire quelque chose. Moi je ne suis pas ... moi je tiens à vous spécifier que je partage 100% votre analyse et vos trois questions. Je suis d'accord avec vous. Mais je n'ai rien dans ma main, moi je suis un honest broker, je suis un catalyste qui essaye d'obtenir l'appui de la communauté internationale, je ne dispose pas d'argent. C'est moi qui vais auprès des Etats, je dis on a besoin de créer un fonds spécial pour aider le Rwanda. Nous avons besoin de l'argent nécessaire pour telle opération. La communauté internationale a répondu autrement. La seule chose que je vais vous dire - et c'est mon message- vous devriez tenir compte de la communauté internationale. Parce qu'aujourd'hui elle joue de plus en plus un rôle important et c'est elle, et c'est à elle que nous nous adressons pour obtenir sa coopération, son appui, son aide, son aide technique etc... Donc mon message n'est pas du tout que je vous dise que je partage ce que je vous ai dit, je vous dis non. Faites attention. Vous ne savez pas ce que pense la communauté internationale. Vous ne savez pas ce que pensent les NGO (les organisations non gouvernementales). Vous ne savez pas ce que pensent les gouvernements. Je vous le dis maintenant pour que vous en teniez compte et que vous essayez de trouver une solution à ce problème. Parce que vous avez besoin de la communauté internationale. Tous les Etats ont besoin de la communauté internationale. Nous allons devant une nouvelle globalisation des événements internationaux où de plus en plus la communauté internationale doit jouer un rôle important que ce soit les organisations non gouvernementales, les syndicats, les parlementaires, la presse, CNN, la télévision, les commentateurs

des journaux, les articles etc.. Et l'image de la communauté internationale est là, non seulement c'est une image, mais les résultats sont là. J'ai de plus en plus des difficultés à obtenir une aide pour vous et je me bats pour vous. J'ai de plus en plus des difficultés à obtenir des soldats et je me bats pour obtenir ces soldats, je n'ai pas réussi. Vous pensez que je ne me suis pas battu au moment où vous avez eu le génocide pour essayer d'obtenir, de maintenir les soldats sur place? Je n'ai pas réussi parce que je n'ai pas les moyens de dire aux Etats "vous devez rester," c'est eux qui décident. Donc mon message c'est qu'il est important de tenir compte de la communauté internationale. On n'est plus seul aujourd'hui. Et la communauté internationale a l'interprétation que je vous ai donnée. Voilà pour conclure.

Je vous remercie en tant qu'ancien parlementaire. Je vous souhaite bonne chance et je vous dis que vous avez au moins un ami qui veut vous aider. Et c'est parce que je me considère comme un frère au peuple rwandais que je vous ai parlé avec cette franchise. J'aurais pu vous dire des mots très aimables et vous auriez quitté cette réunion en disant comme il est gentil ce Secrétaire général. Il nous a dit bravo, vous avancez, vous avez trouvé une solution à vos problèmes, je vais vous aider, tout est magnifique. J'ai considéré que vous êtes suffisamment sages et importants pour que je vous parle avec la franchise avec laquelle je vous ai parlé. Peut être ça vous a choqué mais parce que je me considère comme un frère et un ami. Et je me suis battu pour vous pendant deux ans. Et plus je continuerai à me battre pour vous. Mais aidez-moi. Voilà mon message. J'ai besoin de votre aide si vous voulez que j'arrive à gagner le combat que je fais pour vous. On m'a demandé d'aller en Yougouslavie en ce moment. J'ai refusé, je suis venu ici pour vous dire mon appui et pour vous dire combien je veux vous aider. Mais je vous demande de m'aider, et c'est ce que j'ai dit à votre Premier Ministre; ce que je dis à vous parlementaires et c'est ce

que je dirai au peuple si j'ai l'occasion de rencontrer le peuple rwandais. C'est à vous de trouver une solution et les critiques, ce ne sont pas des critiques, c'est ce que vous dites être un procès d'intention. Je vous ai donné l'image qu'on a du Rwanda dans la communauté internationale.

ALLOCUTION DU SECRETAIRE GENERAL A LA PARADE MILITAIRE ET DEVANT LE PERSONNEL DES NATIONS UNIES AU SIEGE DE LA MINUAR

I will ask you one minute of silence in memory of the Rwandese citizens and UNAMIR soldiers who lost their lives during the war and during the genocide.

First of all I want to thank the staff and the troops of UNAMIR for the dedication and commitments specially those who remained in Rwanda during the war. Inspite of every thing which was said you have helped the people of Rwanda. We are there to promote peace, development and democracy. These are the objectives of the United Nations. We must never forget the genocide, the atrocities which have been committed, and justice must be transparent; justice must be strong. This is the reason why the United Nations have created an International Tribunal. We have finished all the formalities, the Tribunal will be in Arusha and they will condemn those who have participated in the genocide. Saying this, it is important to make a distinction between justice and vengeance. We are for justice, for equitable justice and then, we must promote the national reconciliation of this nation.

Je voudrais continuer en disant que le travail que vous faites est admirable, que la communauté internationale vous remercie pour ce que vous avez fait et ce que vous allez faire. La communauté internationale a besoin des Nations Unies. La communauté internationale a besoin des casques bleus. Nous avons aujourd'hui 70 000 casques bleus dans toutes les parties du monde et en dépit des difficultés en ancienne Yougoslavie, en Angola, en Amérique centrale, à Haïti. Nous continuerons notre oeuvre pour maintenir la paix, promouvoir le développement et ce qui représente la synthèse entre la paix et le développement; la démocratie. Encore une fois merci pour ce que vous faites pour la communauté internationale. Votre présence ici exprime la solidarité internationale entre les nations et les peuples.

Merci.

Conférence de Presse à l'Aéroport Kanombé (Kigali

Introduction du Secrétaire général

Je voudrais remercier le Président de la République , le Vice Président de la République, le Premier Ministre, les membres du Cabinet, les parlementaires, le peuple rwandais pour l'accueil chaleureux avec lequel j'ai été reçu. Je voudrais dire que j'ai eu des négociations ... et le (cris des manifestants) des négociations extrêmement constructives avec le Premier Ministre, avec le Président de la République, avec le Vice Président, et que je suis venu donner un message, apporter un message d'amitié au peuple rwandais, à l'occasion de premier anniversaire du nouveau Gouvernement et souhaiter succès dans la reconstruction du pays et dans la réconciliation nationale. Le Rwanda a besoin de paix, de développement économique, de démocratie et les Nations Unies sont là pour l'aider à achever ces grands objectifs. J'ai dû remarquer la différence entre la situation il y a une année et la situation aujourd'hui. Il y a des progrès réels, mais il faut continuer, il faut maintenir le momentum en faveur de cette avancée vers la paix, le développement économique et la démocratie.

Question

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies, vous venez de visiter le Rwanda, une visite éclair de 12 heures au Rwanda. Vous avez rencontré des responsables du Gouvernement comme vous venez de le dire, il y a quelques semaines, fin mai, c'est "la Lettre du Continent" qui l'écrit dans quelques lignes, vous receviez Mme Aima Bonino, Commissaire européenne et selon la Lettre du Continent, à cet occasion là vous auriez dit n'avoir pas confiance dans le Gouvernement rwandais. Je cite la Lettre du Continent (c'est une publication qui

est publiée en Europe et dont nous avons une copie ici, vous allez me dire si je ne dis pas la vérité).... Est-ce que je peux terminer ma question Monsieur le Secrétaire général... vous avez.... c'est la Lettre du Continent, c'est .... vous n'avez même pas écouté ma question, Monsieur le Secrétaire général.

Question

The support to use of Military Force to protect the Bosnia musleums around Cevenitia? and the other UN sectors.

Réponse

We are studying now what are the resources which can be put at the service of the resolution which has been adopted two days ago by the Security Council. I will not be able to give you an answer to your question before I will know exactly what are the resources which are at our disposal.

Question

From French side it will be within 48 hours to be ready to intervene militarily.

Réponse

This is why we are in contact with the military people on one side and on the same side we are in contact with the Diplomats to be able to find a solution on the diplomatic level.

Question

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies, aujourd'hui les Nations Unies affichent une forme assez basse, il y a toujours des difficultés au niveau de l'Organisation, dernièrement on évoquait une possible de réforme de l'Organisation. Est-ce que vous êtes prêt à faire cette réforme?

Réponse

Je suis en faveur de la réforme, la réforme est un processus continuel que nous faisons chaque jour.

Question

Ma question est très simple. Quel est votre sentiment au moment où vous vous trouvez au Rwanda alors que le Conseil de Sécurité a autorisé le départ de la MINUAR en plein génocide. Merci.

Réponse

Le Conseil de Sécurité n'a pas autorisé le départ de la MINUAR en plein génocide. Le Conseil de Sécurité avait le choix entre plusieurs options: une, d'augmenter les forces, et une autre de diminuer les forces. Vous devez savoir que le Conseil des Nations Unies ne possède pas des forces. Ces forces dépendent des Etats membres. Or si un Etat membre décide de retirer ses forces nous ne pouvons rien faire pour l'empêcher de retirer ses forces.

Quand nous étions en Somalie, les autorités, les forces américaines, les ~~forces~~ françaises, ~~allemandes~~ se sont retirées. ~~Donc ça ne dépend pas de nous.~~ Les Etats mettent à la disposition des Nations Unies des forces du maintien de la paix, mais ils ont le droit de retirer quand ils veulent. Vous voyez le problème ....

Question

Your Excellency, yesterday you said that you help us so that we may help you, you are telling the Government of Rwanda. If you are giving in the same position assuming that you are one of the Government Leaders in Rwanda, uptothere is a problem of Refugees already, one million of refugees have come back and there is a problem of prisoners, the infrastructures of prisons are not yet at up to standard, what exactly will you do bearing in mind of all these problems that have been in the country?

Réponse

We are there to help to solve those problems and this is the purpose of my visit to see how we are operating, how we are offering that technical assistance. I visited the new buildings which have being constructed, we are there to help.

Question

Your Excellency, the United Nations Security Council put an embargo on Libya because of the incidence of Locarbie bombing because they could not give the two suspects who are concerned with the bombing. But on the other hand the killers who killed over one million Rwandese people are running free in

various countries, Europe and in Africa and it seems that the Security Council has not mentioned even trying to apprehend the suspects even and putting an embargo on those countries. Don't you think that it is double standards and the fact ....?

Réponse

I have received the mandate from the Security Council to negotiate with the Libyan Government to find the solution to this problem.

Thank you.

- DRAFT -

STATEMENT BY THE SECRETARY-GENERAL BEFORE THE RWANDESE NATIONAL ASSEMBLY

Thursday, 13 July 1995

It is always an honour and a privilege for the Secretary-General of the United Nations to visit Member States and speak directly with the Peoples of the United Nations. My arrival today has even greater significance for me. As a son of this continent making his maiden visit to Rwanda as Secretary-General of the United Nations, I am cognizant of the special circumstances of Rwanda's recent history, especially the tragic events which have closely and greatly preoccupied the Organization. I am particularly honoured for the opportunity to speak to the people of Rwanda from this august Assembly which represents their interests. The continued dynamism of this institution, an incarnation of Rwanda's nascent democratic process, is the surest guarantee for the strengthening of a participatory and pluralistic political culture so vital for peace and progress in today's world.

A few days from today, the people of Rwanda will commemorate the first anniversary of the new Government which came to power following the end of the genocide and the atrocities that cast a dark shadow over this beautiful country. I am pleased to have come at this time of celebration. As we look back over the past year, there is a lot to celebrate. The fact that we are here assembled in this building today is a concrete example of the commendable progress that has been achieved in the post-war efforts to rebuild the political and socio-economic fabric of the nation. I would like to pay tribute to all the people of this country for their

.../...

enormous sacrifice and courage and to the Government and parliamentarians for their dedication, despite all the difficulties and limitations.

As my visit takes place in the fiftieth anniversary year of the United Nations, this is a proper occasion for me to salute Rwanda and its people for your continued support of and faith in our Organization. The fact that Rwanda today occupies a seat in one of the most coveted organs of the United Nations, the Security Council, is a symbol of the respect that you have earned.

Considering all that Rwanda has experienced, it is indeed remarkable to observe your achievements, including functioning institutions like this Assembly, and the reopening of schools, hospitals and businesses. The international community, which was shocked by the horrors that befell your country, and expressed its solidarity with the people of Rwanda, applauds your efforts which, if maintained in the right direction, can only encourage greater international support.

Notwithstanding the positive movement made in various areas, much remains to be done to restore complete normalcy to Rwanda. The successes of the past should be a source of encouragement to build on towards meeting the remaining challenges. In this connection and bearing in mind the principles underlying the Charter of the United Nations, I stress the urgent need to work towards ending exclusionary policies of any kind so that Rwandese from all segments of society can participate in the governance of their country. History, including Rwanda's, has shown that such policies inexorably lead to cycles of

resistance and conflict. This calls for constant and undiminished respect for the rights of all citizens and constitutes the cornerstone for any viable and stable democratic society.

In this regard, there is a pressing need to improve the currently inhumane conditions in prisons, to guarantee the rule of law and equitable treatment for all, to promote justice and end arbitrary measures of retribution and vengeance and to bring all Rwandese nationals now in refugee camps in neighbouring countries back home. In addition, efforts to improve and strengthen the economy would contribute significantly to long-term post-conflict normalization and stabilization by helping reduce poverty and leading to sustainable development. Progress in fulfilling the remaining and complex tasks before this country will require the combined efforts of Rwanda and the international community as a whole.

As we try to rebuild Rwanda, we should be mindful of the recent past. The horrible and tragic events of last year, in particular the genocide and other massacres which claimed so many innocent human lives, are unacceptable and should never be allowed to happen again. Equally, as we seek to enshrine respect for the rule of law, impunity should not be permitted to develop into a culture. It is particularly fitting to address the crime of genocide in the observance of the

.../...

fiftieth anniversary of the founding of our United Nations, an Organization which was not only founded to prevent the scourge of war, but especially to uphold the dignity of all mankind and the sanctity of human life.

At the first session, in 1946, of the General Assembly of the United Nations, the Assembly affirmed that genocide was a crime under international law and that those guilty of it, irrespective of who they were or the circumstances, were punishable. That historic action led to the unanimous adoption on 9 December 1948 by the Assembly of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide. This Convention represents a legal compact among the contracting parties to accept certain responsibilities and obligations in this regard. I am hopeful that in addition to this and other international legal instruments, the continuing repugnance with which the world abhors this crime will serve to deter its recurrence anywhere on our planet.

With the establishment by the Security Council last November of the International Tribunal for Rwanda, the international community demonstrated its determination to pursue the perpetrators of the genocide and bring them to justice. While much remains to be done, major steps have been taken towards the effective commencement of the Tribunal's operations at the earliest possible

.../...

date. The Deputy Prosecutor and his staff, who are concentrating on gathering the necessary evidence, are already operating from their offices in Kigali, and the six judges recently elected by the General Assembly, have taken their oaths of office. I am confident that the necessary legal and logistical arrangements will shortly be completed so that the seat of the Tribunal located in Arusha will also become operational in the near future. The Security Council, in establishing the Tribunal, also called for assistance to revive and revitalize the Rwandese national judiciary. These two bodies of judicial authority should be enabled to perform their vital functions effectively and as soon as possible so as to ensure swift justice so that those who are innocent can be allowed to carry on with their lives and to participate in the rebuilding of their country.

In the long-term, Rwandese will need to pull together as one nation if Rwanda is to surge steadily ahead in the quest for durable peace and prosperity. Genuine reconciliation would be helped by a sense among Rwandese that impunity has been checked and will not be tolerated. If reconciliation has been a constant theme in the Security Council's resolutions and statements on Rwanda, it is because of the general recognition that without it the objective of lasting peace and security cannot be met. We live in a world of great diversity and growing interdependence. The challenge of achieving balance and harmony in such a

.../...

world, while occasionally complex, should be seen as an attainable goal, rather than as a potential source of friction or division among peoples. The United Nations was built because the founding fathers believed it was possible to build such a world. Despite the post-cold war increase in inter-ethnic conflict worldwide, I am confident that such a world is still within our reach and Rwanda can be a shining example to that end.

Just over two weeks ago, members of the international community gathered in San Francisco and recommitted themselves to the ideals enshrined in the United Nations Charter. It was a momentous occasion to witness the general acknowledgement that despite the many frustrations and setbacks of the past fifty years, those ideals remain as valid in today's drastically changed and constantly evolving global environment as they were half a century ago.

As I observed earlier, the fundamental strength of the Charter rests in its affirmation of the dignity and worth of the human person. The process of democratization to which Rwanda and much of the world increasingly aspire draws its inspiration from and can only endure by conforming to those ideals. Democracy provides the most suitable environment for the protection and promotion of the rights of every citizen, and for building and safeguarding

.../...

conditions for lasting peace, security and prosperity. It is an all-inclusive concept which embraces more than mere elections. Continued tensions and frictions within societies only serve to delay its attainment. I am convinced, therefore, that determined efforts towards the safe return and resettlement of all Rwandese in their country in conditions of dignity and mutual acceptance is a prerequisite for advancing towards truly participatory democracy in Rwanda.

I welcome the efforts made at the national, bilateral and subregional levels to expedite orderly and voluntary repatriation, and call on all concerned to intensify their efforts with a view to consolidating the process of return. It is clear that Rwanda, as the country of origin, must work closely with the countries hosting its refugees in the subregion in order to achieve the necessary progress. The United Nations has, therefore, supported the initiatives taken by Rwanda in conjunction with its neighbours, including in particular the Nairobi summit, the Bujumbura regional conference on refugees and displaced persons and the recent meeting among the Ministers of Defence of Rwanda, Burundi and Zaire. Implementation of the agreements reached as a result of those initiatives would go a long way towards alleviating the humanitarian situation, building confidence and laying the foundation for even greater progress in meeting the broader challenges in the region.

.../...

Furthermore, as the Security Council has repeatedly reaffirmed, a broader regional conference on security, stability and development in the region could provide another auspicious and timely opportunity to address the overall problems related to and exacerbated by the refugee crisis. I recently dispatched a special envoy to the region to consult with Government officials on additional ways and means of making progress in this domain. I also plan to continue my consultations with regional and other states on the convening of the proposed regional conference at the earliest possible date. I believe that such a conference should be carefully prepared so as to facilitate agreement on concrete measures to deal with the fundamental issues confronting the region.

In its resolution 997 adopted on 9 June this year, the Security Council expressed its grave alarm over the external threats of destabilization of Rwanda and requested me to consult with neighbouring countries on measures to prevent such threats. During his recent travels in the region at my request, my special envoy noted a general consensus that the destabilization would not be in the interest of any country in the region, but rather, could spark new conflicts or worsen ongoing tensions. He found broad interest in evolving effective measures to eliminate such dangers. The Organization of African Unity, at its recent summit, concentrated on issues of conflict prevention, resolution and

.../...

management. Its Member States, in a significant move, agreed that conflict is currently the most serious threat confronting the continent as a whole.

This recognition of the dangers facing Africa's prospects for stability and progress should produce, above all among the states of the region, the resolve and renewed determination to take concrete steps to reverse this debilitating trend. More than ever before, Africa must take its destiny in its own hands and chart the course towards a brighter future capable of being supported by the rest of the international community. Failure to do so can only deepen the perception of marginalization of the region held by some. There is little doubt that in the post-cold war era, the rich and powerful nations of the world have become more selective in their search for allies and thus will seek out and support only those areas where their interests can be protected, while avoiding high-risk zones prone to conflict.

If our efforts to build a more secure Rwanda, and indeed Africa as a whole, are to succeed, I believe we must deal resolutely with the escalating proliferation of conventional weapons in the region. These arms are circulating widely within the civilian population, including the refugee camps, producing dangerous consequences for law and order, and peace and security. In addition,

these arms purchases are sapping the already limited economic resources of the countries and exacerbating their already high levels of indebtedness, while producing almost no tangible benefit to their populations. The United Nations has taken many measures, including the establishment of an international arms register, with a view to controlling the spread of conventional weapons. Success in this area would require the cooperation of both suppliers and recipients. I urge all concerned to exercise the necessary restraint so as to prevent further militarization from jeopardizing ongoing efforts at repatriation and stabilization. I note with a considerable degree of satisfaction that the security arrangements in place in the refugee camps in Zaire have produced encouraging results. I commend these initiatives as well as those undertaken by the Tanzanian authorities to ensure security in the camps on their territory. Security in the camps and security inside Rwanda are vital elements for more expeditious repatriation. The early and safe return home of the refugees is potentially one of the most effective measures of preventing the danger of armed destabilization of Rwanda from the outside. I have noted with some optimism that voluntary repatriation which had come to a complete stop following the Kibeho tragedy, has resumed recently. I urge all concerned, including Rwanda and the host countries, to intensify their efforts to ensure an uninterrupted process.

.../...

Six months ago, the international community in a clear demonstration of solidarity with the Government and people of Rwanda, pledged approximately 700 million dollars in economic assistance for the rehabilitation and reconstruction of Rwanda. The Security Council has called on states and donor agencies to disburse their pledged commitments, to increase such assistance and, in particular, to support the early and effective functioning of the International Tribunal and the rehabilitation of the Rwandese judicial system. At the same time, the Council has called upon the Government of Rwanda to continue to facilitate the delivery and distribution of humanitarian assistance to refugees and displaced persons in need. Once again, it is clear that smooth collaboration between Rwanda and the international community is crucial, both for meeting our humanitarian aid commitments and for assisting Rwanda to reconstruct its ruined infrastructure and economy.

About a week ago, a mid-term review of the donors Round-Table conference held in Geneva in January of this year took place here in Kigali .....

Allow me to say a few words, in closing, about the United Nations and Rwanda.

The United Nations is, first of all, your Organization, because Rwanda is a member. Secondly, it is only as strong and as effective as the commitment made to it by its Member States, which includes Rwanda. If Member States do not demonstrate the necessary political will and do not provide the resources with which to support the Organization, it cannot properly or effectively discharge its mandate. The United Nations does not function on its own and does not have its own resources. Thirdly, the United Nations is an assembly of many different states, currently 185. There are bound to be occasional moments of frustration, even disappointment, as no single state or group of states will always have things its way. What is more important, above all, is that all Member States share a common commitment to the promotion of the ideals embodied in the Charter. As a result, there has been full and constant support for an effective United Nations role in Rwanda, especially to alleviate the humanitarian consequences of the crisis that has befallen the country and to help find a lasting and peaceful solution.

A large family of United Nations agencies and offices and many non-governmental organizations (NGOs) are operating in Rwanda, reflecting not only

the breadth of international solidarity with Rwanda but also the depth and range of problems that need to be attended to.

The cumulative goal of the activities carried out by the various organizations is to help improve the situation in Rwanda, especially in the areas of humanitarian relief and other emergency assistance. The keyword is "assistance". Rwanda is a sovereign state with functioning institutions, including a Government which sets the policies and strategies for the rehabilitation, reconstruction and development of the country. International agencies only function here with the consent and cooperation of the Government. This is an important point, as it denotes responsibilities and obligations on both sides. Close cooperation between the Government and these organizations is indispensable for the successful accomplishment of the various tasks, be they in the areas of programmes for children or in the multifaceted activities of the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR).

Last month, the Security Council unanimously adopted resolution 997 by which it extended UNAMIR's mandate until 8 December this year. Under the same resolution, the Council urged the Government of Rwanda and UNAMIR to continue to cooperate with each other in order to facilitate the implementation of UNAMIR's new mandate.

.../...

The new mandate substantially and substantively reflects the international community's recognition of and respect for Rwanda's sovereignty. As a result of detailed discussions between the Government and the United Nations, discussions which started here in Kigali within the framework of a Joint Government/ UNAMIR Commission, agreement was reached to reduce UNAMIR's military component. The new force level reflects the new realities on the ground, against the background of a greatly improved security situation, and demonstrates the Government's resolve to exercise primary responsibility for assuring security nationwide. We welcome this development as a positive sign. UNAMIR will, accordingly, play a supportive, assistance role to contribute to the consolidation of peace and security, the promotion of a climate of confidence, justice and human rights and the creation of conditions in which the other agencies can operate to advance economic growth for the benefit of Rwanda and its people.

I am confident that the Government and people of Rwanda will continue and intensify their support and cooperation with UNAMIR so as to facilitate the effective discharge of its mandated tasks.

I would like to reassure you, the entire Rwandese family, that the United Nations remains fully committed to working with you to help heal and bind the

.../...

wounds and contribute to the building of a more peaceful and united country. You must take the lead, and show the way. Peace cannot be imposed from outside. It must first germinate and begin to grow from inside. The rest of the world can only help it grow healthier and stronger. If United Nations efforts are to succeed, Rwanda not only must itself lay the foundation for peace, it must also demonstrate its commitment to the Organization as an instrument of peace and justice.

In the past year, Rwanda, under the leadership of its new Government, has made important strides towards rebuilding the physical and moral fabric of the nation. But, it cannot survive on past accomplishments alone, impressive as they are. Let us, together, refocus our sights on the fundamental priorities, in particular the prevention of renewed violence and hostilities, and revitalize our energies and resources towards meeting them. Working together, I am confident of success, in the interest of peace and unity for Rwanda and Rwandese.

I thank you for your kind attention.

JR/CASG –

approved by SRSG before departure for Entebbe

BULLETS

SECRETARY GENERAL'S SPEECH TO THE STAFF

1. OBSERVE A MINUTE OF SILENCE IN MEMORY OF RWANDESE CITIZENS AND UNAMIR SOLDIERS WHO LOST THEIR LIVES DURING THE WAR AND GENOCIDE.

2. THANK THE STAFF AND THE TROOPS FOR DEDICATION AND COMMITMENT, SPECIALLY THOSE WHO REMAINED IN RWANDA DURING THE WAR.

3. EXPAND ON THE THEME SOLDIERS OF PEACE; MESSENGERS OF PEACE.

4. WHAT HAS BEEN LIVED CAN'T BE FORGOTTEN: THE GENOCIDE, THE ATROCITIES, THE SCARS OF WAR, STILL VISIBLE. IMPUNITY MUST BE BANISHED. JUSTICE MUST BE IMMEDIATE AND TRANSPARENT.

5. THE UNITED NATIONS IS PROUD OF UNAMIR, OF ITS CONFIDENCE BUILDING ROLE IN RWANDA, OF ITS CONTRIBUTION TO NATIONAL STABILITY. [Examples: re-establishing the entire civilian telecommunications network including Radio Rwanda; repairing and reconstructing bridges and roads; providing health care; coordinating humanitarian assistance as during the Kibeho catastrophe; support the government on improvement of prison conditions].

6. UNAMIR HAS BEEN A RAY OF HOPE UPON THE PROSPECTS FOR REHABILITATION; NOW THE BANNER WILL BE TAKEN BY THE SPECIALISED AGENCIES AND PROGRAMMES WHICH WILL MOVE TOWARDS LONG TERM RECONSTRUCTION; PAY TRIBUTE TO THEIR EFFORTS IN PROVIDING CONTINUOUS HUMANITARIAN ASSISTANCE AND DEFENCE OF HUMAN RIGHTS.

7. EFFORTS OF THE STAFF HAVE NOT GONE UNNOTICED; UNITED NATIONS PERSONNEL HAS MADE A SIGNIFICANT CONTRIBUTION FOR PEACE IN VERY ADVERSE CIRCUMSTANCES. UNHQ WILL DO EVERYTHING TO PROVIDE DESERVED RECOGNITION.

DRAFT TEXT OF THE SECRETARY-GENERAL'S REMARKS TO UNITED NATIONS STAFF MEMBERS IN RWANDA

Distinguished Guests,

Dear Colleagues,

It is an honour and a pleasure for me to be among you today in Kigali, you who are in the frontline of United Nations efforts to assist Rwanda at its moment of greatest need.

I would first of all like to invite everyone to stand and observe a minute of silence in memory and in tribute to the UNAMIR soldiers and military observers, as well as other United Nations staff members, including our local staff, who lost their lives as a result of the Rwandese conflict.

I thank you.

Ladies and Gentlemen,

I cannot commend or thank you enough for the immense dedication and commitment and the selfless sacrifice you have made and continue to make on behalf of our Organization. As messengers of peace, you serve as positive symbols of the better world envisaged in the Charter of the United Nations. I know that it has not always been easy. You and your colleagues in peace-keeping and other United Nations operations around the world work under extremely hazardous conditions. Instead of gratitude, however, you have sometimes received criticism, and even hostility. Many staff members have lost their lives, many are maimed and many are arbitrarily detained. Yet, you remain undeterred because the work for which the United Nations was created, is not yet done. As Rwanda's recent history and conflicts elsewhere have shown, the struggle for a more just and humane world continues.

Although the eyes of the world were on Rwanda at the time of its humanitarian emergency, it was due to your unflagging and tireless efforts,

.../...

behind the scenes, that the crisis was checked and the process of normalization resumed. I am here today to thank you for rising, yet again, to the occasion, in the true spirit of the international civil service.

As you very well know, the United Nations is deeply involved in Rwanda. It will remain so, as long as it is needed and wanted. The unparalleled tragedy that engulfed Rwanda last year will forever remain a part of our collective human history, representing both the best and the worst that mankind is capable of. We witnessed the nightmare, in the horrible atrocities that were perpetrated, and we also saw hope, in the valiant efforts and contributions made to save lives and to help build a brighter future for the survivors. You have been part of the ray of hope upon which the prospects for rehabilitation, reconstruction and reconciliation rest. Wherever there is a United Nations insignia, flag or blue-beret, it should always stand as a symbol of hope.

The United Nations is proud of your role. The international community at large is very grateful to you. Your efforts do not go unnoticed. For staff members belonging to the Secretariat of the United Nations both at Headquarters and at various sites around the world, I have recently laid out policy guidelines to govern the assignment of staff to missions and their return to their parent duty stations. The primary objective in selecting staff for the Organization's field operations is to obtain the most competent and committed personnel. Such staff members should be confident that they can return to their parent department or office upon the conclusion of their assignments. An administrative instruction has been issued to this effect and I expect programme managers to ensure its effective implementation.

Let me end by saying that not only are my thoughts with you, but also my deep respect, thanks and prayers.

I thank you for your kind attention and for the warm reception you have given.

POINTS FOR THE SECRETARY-GENERAL'S AFTER DINNER TOAST ON 13 JULY 1995

1. APPRECIATION OF WARMTH AND HOSPITALITY OF RWANDESE PEOPLE.

2. NOTICEABLE RESTORATION OF CONDITIONS OF NORMALCY TO RWANDA AND COMMENDATION OF RWANDESE GOVERNMENT'S EFFORTS IN THIS REGARD. PLEDGE OF CONTINUED SUPPORT BY THE INTERNATIONAL COMMUNITY, PARTICULARLY THE UNITED NATIONS, TO THE RECOVERY EFFORT.

3. THE IMPORTANCE OF EXPEDITING THE DISBURSEMENT OF PLEDGED ASSISTANCE RECOGNIZED AT THE RECENT MID-TERM REVIEW HELD IN KIGALI OF THE GENEVA ROUNDTABLE CONFERENCE.

4. THE NEED FOR THE GOVERNMENT TO CONTINUE AND INTENSIFY ITS EFFORTS IN ORDER TO CONSOLIDATE THE PROGRESS MADE AND TO RESOLVE REMAINING CHALLENGES.

5. THE VISION FOR A UNITED AND PEACEFUL RWANDA IS ATTAINABLE AND BASED, ABOVE ALL, ON THE COUNTRY'S YOUTH.

6. REAFFIRMATION OF THE SECRETARY-GENERAL'S PERSONAL COMMITMENT TO ASSIST RWANDA, AS APPROPRIATE, IN ITS RECOVERY AND RECONCILIATION EFFORTS.

7. INVITATION TO RAISE A TOAST FOR PEACE.

DRAFT

AFTER DINNER TOAST - Thursday evening 13 July 1995

REMARKS BY THE SECRETARY-GENERAL

Thank you, Honourable Prime Minister, for the very kind words you have addressed to me.

Honourable Prime Minister,

Excellencies,

Ladies and Gentlemen,

It is less than five hours since I arrived in Kigali, earlier this afternoon. In this short time, my colleagues and I have been touched by the warmth of the hospitality and reception extended to us by the Rwandese people, by their representatives in Parliament and by their Government.

Rwandese generosity and hospitality are not new to me, this not being my first visit to this beautiful country. What is striking this time is the fact that considering all you have lived through recently and continue to experience, your high spirits remain undiminished and your hearts open. This is a strong reason to be hopeful about Rwanda's future prospects.

Since we touched down at Kigali's fully operational airport and drove through crowded streets with children returning from school, workers returning home, and businesses and traffic flowing, it is difficult to imagine that this is the same country which experienced the trauma and destruction that touched peoples and nations all around the world. Your accomplishments are a tribute to the resolve and determination of the people of Rwanda to pick up the pieces and to forge ahead into a brighter future. I wish to commend you, Mr. Prime Minister and your Government, for leading this impressive recovery effort. I pledge the continued support of the United Nations in order to consolidate and build on the momentum.

.../...

The assistance provided to Rwanda by various Governments and agencies is also a demonstration of the extent of the solidarity of the international community as a whole. The success of the recent mid-term review of the Geneva Round-Table Conference is a strong indication that the commitment to Rwanda remains undiminished. I am particularly pleased that, as the world reaffirms its commitment to the ideals of the United Nations Charter, in its fiftieth year, there is a concrete demonstration of this in the support which is provided to this country, both to ensure a speedy recovery and to guarantee that impunity for the crime of genocide and other atrocities against humanity will not be permitted.

The cornerstone of lasting recovery is respect for human rights and the dignity and worth of every citizen in this country. I welcome the efforts made by your Government and at the grassroots level by Rwandese individuals to encourage the return and resettlement of their fellow compatriots in a spirit of harmony and peaceful coexistence.

In looking to the future, our collective efforts should be built on the youth of this country. The past has been especially traumatic for them, but the future cannot be better without them. Various United Nations agencies are working on very important projects to care for thousands of orphaned children, to reunite children with their families, and to attend to the special needs of handicapped children. We will continue to work with the Government in this priority area, because so much of Rwanda's future prospects hinge on it.

My visit to Rwanda, brief as it is, has convinced me that Rwanda and the international community are working together in the right direction and need to continue to do so as much remains to be done. Let me reassure you of my personal commitment and attention towards ensuring the successful attainment of our common objectives for genuine peace, justice, reconciliation and prosperity.

I thank you and invite you, Excellencies, Ladies and Gentlemen, to raise your glasses and drink a toast for lasting peace in Rwanda.

MESSAGE

FOR: POUR : To Ed

FROM: DE : Sammy Buo

TELEPHONE NO.: NO DE TÉLÉPHONE :	EXTENSION: POSTE :	ROOM NO.: NO DE BUREAU :

RETURNED YOUR CALL		VOUS A RAPPELÉ(E)
WILL CALL YOU AGAIN		VOUS RAPPELLERA
WOULD LIKE YOU TO CALL		VOUDRAIT QUE VOUS L'APPELIEZ
CAME TO SEE YOU		EST VENU(E) VOUS VOIR
WOULD LIKE TO SEE YOU		VOUDRAIT VOUS VOIR

I have been approached by the CAO, with the same observations. It may be too late to make any changes here, maybe the SG's speech writers have produced a completely different statement for him.

RECEIVED BY - REÇU PAR	DATE	TIME - HEURE

COM.1 (1-90)

seen Ed

Sammy Buo
11 July

ROUTING SLIP **FICHE DE TRANSMISSION**

TO: A:	Mr. C. OUZIEL, CAO
FROM: DE:	Executive Director WS

Room No. – No de bureau	Extension – Poste	Date
		10/7/95

FOR ACTION		POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL		POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE		POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS		POUR OBSERVATIONS
MAY WE DISCUSS?		POURRIONS-NOUS EN PARLER ?
YOUR ATTENTION		VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED		COMME CONVENU
AS REQUESTED		SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN		NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION		POUR INFORMATION

Please find attached the draft text of the Secretary General's remarks to the U.N. staff members in Rwanda.

Your suggestions would be welcomed.

This is an excellent speech (sincerely).
The second para in page 2 contains some too-exaggerated words. C. Ouziel/10/7/95

COM.6 (2-78)

DRAFT TEXT OF THE SECRETARY-GENERAL'S REMARKS TO UNITED NATIONS STAFF MEMBERS IN RWANDA

Distinguished Guests,

Dear Colleagues,

It is an honour and a pleasure for me to be among you today in Kigali, you who are in the frontline of United Nations efforts to assist Rwanda at its moment of greatest need.

I would first of all like to invite everyone to stand and observe a minute of silence in memory and in tribute to the UNAMIR soldiers and military observers, as well as other United Nations staff members, including our local staff, who lost their lives as a result of the Rwandese conflict.

I thank you.

Ladies and Gentlemen,

I cannot commend or thank you enough for the immense dedication and commitment and the selfless sacrifice you have made and continue to make on behalf of our Organization. As messengers of peace, you serve as positive symbols of the better world envisaged in the Charter of the United Nations. I know that it has not always been easy. You and your colleagues in peace-keeping and other United Nations operations around the world work under extremely hazardous conditions. Instead of gratitude, however, you have sometimes received criticism, and even hostility. Many staff members have lost their lives, many are maimed and many are arbitrarily detained. Yet, you remain undeterred because the work for which the United Nations was created, is not yet done. As Rwanda's recent history and conflicts elsewhere have shown, the struggle for a more just and humane world continues.

Although the eyes of the world were on Rwanda at the time of its humanitarian emergency, it was due to your unflagging and tireless efforts,

.../...

behind the scenes, that the crisis was checked and the process of normalization resumed. I am here today to thank you for rising, yet again, to the occasion, in the true spirit of the international civil service.

As you very well know, the United Nations is deeply involved in Rwanda. It will remain so, as long as it is needed and wanted. The unparalleled tragedy that engulfed Rwanda last year will forever remain a part of our collective human history, representing both the best and the worst that mankind is capable of. We witnessed the nightmare, in the horrible atrocities that were perpetrated, and we also saw hope, in the valiant efforts and contributions made to save lives and to help build a brighter future for the survivors. You have been part of the ray of hope upon which the prospects for rehabilitation, reconstruction and reconciliation rest. Wherever there is a United Nations insignia, flag or blue-beret, it should always stand as a symbol of hope.

The United Nations is proud of your role. The international community at large is very grateful to you. Your efforts do not go unnoticed. For staff members belonging to the Secretariat of the United Nations both at Headquarters and at various sites around the world, I have recently laid out policy guidelines to govern the assignment of staff to missions and their return to their parent duty stations. The primary objective in selecting staff for the Organization's field operations is to obtain the most competent and committed personnel. Such staff members should be confident that they can return to their parent department or office upon the conclusion of their assignments. An administrative instruction has been issued to this effect and I expect programme managers to ensure its effective implementation.

Let me end by saying that not only are my thoughts with you, but also my deep respect, thanks and prayers.

I thank you for your kind attention and for the warm reception you have given.

The assistance provided to Rwanda by various Governments and agencies is also a demonstration of the extent of the solidarity of the international community as a whole. The success of the recent mid-term review of the Geneva Round-Table Conference is a strong indication that the commitment to Rwanda remains undiminished. I am particularly pleased that, as the world reaffirms its commitment to the ideals of the United Nations Charter, in its fiftieth year, there is a concrete demonstration of this in the support which is provided to this country, both to ensure a speedy recovery and to guarantee that impunity for the crime of genocide and other atrocities against humanity will not be permitted.

The cornerstone of lasting recovery is respect for human rights and the dignity and worth of every citizen in this country. I welcome the efforts made by your Government and at the grassroots level by Rwandese individuals to encourage the return and resettlement of their fellow compatriots in a spirit of harmony and peaceful coexistence.

In looking to the future, our collective efforts should be built on the youth of this country. The past has been especially traumatic for them, but the future cannot be better without them. Various United Nations agencies are working on very important projects to care for thousands of orphaned children, to reunite children with their families, and to attend to the special needs of handicapped children. We will continue to work with the Government in this priority area, because so much of Rwanda's future prospects hinge on it.

My visit to Rwanda, brief as it is, has convinced me that Rwanda and the international community are working together in the right direction and need to continue to do so as much remains to be done. Let me reassure you of my personal commitment and attention towards ensuring the successful attainment of our common objectives for genuine peace, justice, reconciliation and prosperity.

I thank you and invite you, Excellencies, Ladies and Gentlemen, to raise your glasses and drink a toast for lasting peace in Rwanda.

ROUTING SLIP **FICHE DE TRANSMISSION**

TO: A:	Mr. C. OUZIEL, CAO
FROM: DE:	Executive Director WS

Room No. – No de bureau	Extension – Poste	Date
		10/7/95

FOR ACTION		POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL		POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE		POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS		POUR OBSERVATIONS
MAY WE DISCUSS?		POURRIONS-NOUS EN PARLER ?
YOUR ATTENTION		VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED		COMME CONVENU
AS REQUESTED		SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN		NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION		POUR INFORMATION

Please find attached the draft text of the Secretary General's remarks to the U.N. staff members in Rwanda.

Your suggestions would be welcomed.

COM.6 (2-78)

DRAFT TEXT OF THE SECRETARY-GENERAL'S REMARKS TO UNITED NATIONS STAFF MEMBERS IN RWANDA

Distinguished Guests,

Dear Colleagues,

It is an honour and a pleasure for me to be among you today in Kigali, you who are in the frontline of United Nations efforts to assist Rwanda at its moment of greatest need.

I would first of all like to invite everyone to stand and observe a minute of silence in memory and in tribute to the UNAMIR soldiers and military observers, as well as other United Nations staff members, including our local staff, who lost their lives as a result of the Rwandese conflict.

I thank you.

Ladies and Gentlemen,

I cannot commend or thank you enough for the immense dedication and commitment and the selfless sacrifice you have made and continue to make on behalf of our Organization. As messengers of peace, you serve as positive symbols of the better world envisaged in the Charter of the United Nations. I know that it has not always been easy. You and your colleagues in peace-keeping and other United Nations operations around the world work under extremely hazardous conditions. Instead of gratitude, however, you have sometimes received criticism, and even hostility. Many staff members have lost their lives, many are maimed and many are arbitrarily detained. Yet, you remain undeterred because the work for which the United Nations was created, is not yet done. As Rwanda's recent history and conflicts elsewhere have shown, the struggle for a more just and humane world continues.

Although the eyes of the world were on Rwanda at the time of its humanitarian emergency, it was due to your unflagging and tireless efforts,

.../...

behind the scenes, that the crisis was checked and the process of normalization resumed. I am here today to thank you for rising, yet again, to the occasion, in the true spirit of the international civil service.

As you very well know, the United Nations is deeply involved in Rwanda. It will remain so, as long as it is needed and wanted. The unparalleled tragedy that engulfed Rwanda last year will forever remain a part of our collective human history, representing both the best and the worst that mankind is capable of. We witnessed the nightmare, in the horrible atrocities that were perpetrated, and we also saw hope, in the valiant efforts and contributions made to save lives and to help build a brighter future for the survivors. You have been part of the ray of hope upon which the prospects for rehabilitation, reconstruction and reconciliation rest. Wherever there is a United Nations insignia, flag or blue-beret, it should always stand as a symbol of hope.

The United Nations is proud of your role. The international community at large is very grateful to you. Your efforts do not go unnoticed. For staff members belonging to the Secretariat of the United Nations both at Headquarters and at various sites around the world, I have recently laid out policy guidelines to govern the assignment of staff to missions and their return to their parent duty stations. The primary objective in selecting staff for the Organization's field operations is to obtain the most competent and committed personnel. Such staff members should be confident that they can return to their parent department or office upon the conclusion of their assignments. An administrative instruction has been issued to this effect and I expect programme managers to ensure its effective implementation.

Let me end by saying that not only are my thoughts with you, but also my deep respect, thanks and prayers.

I thank you for your kind attention and for the warm reception you have given.

ROUTING SLIP **FICHE DE TRANSMISSION**

TO: A:	Ms. Rivero-Mendez
FROM: DE:	Executive Director WS

Room No. – No de bureau	Extension – Poste	Date
		10/7/95

FOR ACTION		POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL		POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE		POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS		POUR OBSERVATIONS
MAY WE DISCUSS?		POURRIONS-NOUS EN PARLER ?
YOUR ATTENTION		VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED		COMME CONVENU
AS REQUESTED		SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN		NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION		POUR INFORMATION

You are right when you say that UNAMIR would be pleased to have the whole Cabinet listen to the S.G.

You will recall that this has always been our undertstanding when we discussed the program at various meetings we had.

COM.6 (2-78)

10 July 1995

ED

THE RPA LIAISON OFFICER RELAYED THE FOLLOWING MESSAGE TO ME:

THE VP CONSIDERS THAT THE WHOLE CABINET SHOULD BE INVITED TO BE PRESENT AT THE NATIONAL ASSEMBLY TO LISTEN TO THE SG'S SPEECH.

COMMENT:

I DO NOT KNOW WHETHER THAT IS OUR DECISION OR THE FOREIGN MINISTER'S. OF COURSE, I REPLIED TO HIM, THAT UNAMIR WOULD BE PLEASED TO HAVE THE WHOLE CABINET LISTEN TO THE SG.

Well,

UNITED NATIONS NATIONS UNIES
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
UNAMIR - MINUAR

URGENT

NOTE AU SRSG

Référence au discours du Sécrétaire général à l'Assemblée Nationale.

Je voudrais porter à votre connaisance que le Président de l'Assembée Nationale, S.E. M. Juvenal NKUSI a bien voulu nous recevoir cet après-midi à son bureau, mon collègue du Protocol d'Etat et moi-même.

Entre autres points que je lui ai communiqués de votre part, Monsieur le Président de l'Assemblée souhaite qu'à l'issue de son discours, le Sécrétaire général accepte de répondre à une ou deux questions de la part des députés. Je lui ai répondu que ce point était exclu mais que je vais soumettre sa requête à votre appréciation.

I have discussed with foreign minister. He & I agree that this would not be an occasion for Q & A – and it would cover the entire level of the occasion. The Q's can get out of hand. We also have a time constraint.

Le Président de l'Assemblée Nationale m'a demandé de vous communiquer les numéros de téléphone ci-dessous, afin de vous permettre de le contacter en cas de besoin :

Residence : 76731 entre 3pm et 5 pm
Bureau: 83975 entre 8am et 12am

Kigali, le 10 Juillet 1995

B. DESSANDE
Chef du Protocole

ED
CP

copy : DE

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

NOTE

AU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL

Objet : **Conversation téléphonique avec le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale**

1. Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. A. Gasana, a téléphoné à 10 h 45 ce matin pour me dire que l'entretien avec le Président et le Vice-Président, Ministre de la Défense, tel que prévu au programme est trop court. Il aurait voulu qu'il soit clairement indiqué dans le programme que cet entretien durera 1 h 30 au moins.

2. A cet égard, il a suggéré que l'entretien commence à 10 h 30, mais je lui ai fait comprendre qu'il nous était difficile de changer les points du programme antérieurs à 11 heures, étant donné que tout était déjà organisé à la minute près pour cette partie du programme. Il a alors proposé que le programme d'après 11 h. soit légèrement modifié de manière à dégager 1 h 30 pour cet entretien. Je lui ai dit qu'à ce stade je ne pouvais rien promettre, mais que j'allais porter le souhait du Gouvernement à votre connaissance afin que vous puissiez en faire part au Secrétaire général.

3. J'ai saisi l'occasion pour lui parler de la demande d'audience avec le Secrétaire général, que nous avons reçue de la part de 5 associations rwandaises. Il m'a informé que ces associations avaient l'intention de

.../...

manifester à l'occasion de la visite du Secrétaire général, mais que le Gouvernement avait fait pression sur les intéressés pour qu'il n'en soit pas ainsi. Toutefois, dans le cadre de la politique du dialogue qu'il souhaite avec les Nations Unies, sa suggestion serait que nous arrangions une audience de 5 minutes pour les chefs de ces associations avec le Secrétaire général, à raison de 1 représentant par association. Si un tel entretien était accepté, il allait suggérer à ces associations de soumettre un memorandum plutôt que d'insister pour un long entretien. Il leur demanderait également de faire en sorte que l'entretien se déroule dans le calme et la dignité.

4. Je lui ai répondu, bien entendu, que je ne pouvais rien promettre à ce sujet et qu'il ne m'appartenait pas de prendre une décision en la matière. Je lui ai précisé également que, comme il le sait, le programme du Secrétaire général était très chargé et qu'en tout état de cause, je vous ferais part de ses sugggestions.

5. J'ai demandé au Chef du Protocole d'aller porter lui-même au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale une copie de la demande d'audience que nous avons reçue de ces associations.

W.S.

Wilfrid de SOUZA
13 Juillet 1995

cc. FC
CP

ROUTING SLIP **FICHE DE TRANSMISSION**

TO: A:	Mr. Toussignant
FROM: DE:	W. de Souza WS

Room No. – No de bureau	Extension – Poste	Date
		12/7/95

FOR ACTION		POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL		POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE		POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS		POUR OBSERVATIONS
MAY WE DISCUSS?		POURRIONS-NOUS EN PARLER ?
YOUR ATTENTION		VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED		COMME CONVENU
AS REQUESTED		SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN		NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION		POUR INFORMATION

Please see the SRSG's remarks:

"At least SRSG, FC, ED and CP. Apart from these four, you may please nominate for each function"

COM.6 (2-78)

URGENT

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

NOTE

AU REPRSENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL

Objet : **Préparation de la visite du Secrétaire général**

La préparation de la visite du Secrétaire général se déroule jusqu'à présent sans problème majeur. Suite à notre entretien de ce matin, M. Dusaidi a confirmé que la prison à visiter est bien celle de Nsinda. Les Représentants du PNUD, du CICR et de la Mission des Droits de l'Homme ont été avertis par les soins du Procotole qu'ils doivent être présents sur les lieux avant l'arrivée du Secrétaire général.

Cependant, un certain nombre de points restent à clarifier:

You should decide.

a) la liste des membres (civils et militaires) de la MINUAR qui doivent accompagner le Secrétaire général dans sa visite à Nyarubuye et à la prison de Nsinda ;

At least SRSG, FC, ED & CP. Apart from these four you may pl. nominate for each function.

Shahny 2

b) les membres (civils et militaires) de la MINUAR qui doivent participer aux diverses manifestations, à savoir l'accueil à l'aéroport, l'entretien avec le Premier Ministre, la cérémonie au Parlement et l'entretien avec le Président et le Vice-Président de la République, ainsi que lors du départ du Secrétaire général le 14 juillet.

ED.

Etant donné que vous serez absent demain, je suggère que vous clarifiez la situation avec le Commandant en Chef des Forces de la MINUAR avant votre départ.

WS

Wilfrid de SOUZA
12 juillet 1995

URGENT

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

NOTE

AU REPRSENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL

Objet : **Préparation de la visite du Secrétaire général**

La préparation de la visite du Secrétaire général se déroule jusqu'à présent sans problème majeur. Suite à notre entretien de ce matin, M. Dusaidi a confirmé que la prison à visiter est bien celle de Nsinda. Les Représentants du PNUD, du CICR et de la Mission des Droits de l'Homme ont été avertis par les soins du Procotole qu'ils doivent être présents sur les lieux avant l'arrivée du Secrétaire général.

Cependant, un certain nombre de points restent à clarifier:

You should decide.

a) la liste des membres (civils et militaires) de la MINUAR qui doivent accompagner le Secrétaire général dans sa visite à Nyarubuye et à la prison de Nsinda ;

At least SRSG, FC, ED & CP. Apart from these four you may pl. nominate for each function. Shahryar

b) les membres (civils et militaires) de la MINUAR qui doivent participer aux diverses manifestations, à savoir l'accueil à l'aéroport, l'entretien avec le Premier Ministre, la cérémonie au Parlement et l'entretien avec le Président et le Vice-Président de la République, ainsi que lors du départ du Secrétaire général le 14 juillet.

ED.

Etant donné que vous serez absent demain, je suggère que vous clarifiez la situation avec le Commandant en Chef des Forces de la MINUAR avant votre départ.

WS

Wilfrid de SOUZA
12 juillet 1995

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

UNAMIR-MINUAR

NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

NOTE

to the Special Representative of the Secretary-General

*****

1. The Minister for Foreign Affairs called me to his Office this morning to discuss the programme of the visit of the Secretary-General to Rwanda. I took the opportunity to seek clarifications regarding some of the points that we discussed at our internal meeting of Saturday.

2. Regarding the Guard of Honor at the Airport, Mr. Gasana said that his understanding was that both UNAMIR and National Forces would be present. As regards Rwandese personalities who would be at the Airport to greet the Secretary-General, he indicated that in addition to the members of the Government, the President and the Vice-President of the National Assembly as well as the "Secrétaire Député" would also be present.

3. The Prime Minister and the Minister for Foreign Affairs would accompany the Secretary General to the Hotel des Mille Collines. The Prime Minister would travel in the Secretary-General's car. He would return to his office in his own car to wait for the Secretary-General's visit. Regarding the working session with the Prime Minister, the following Ministers would be attending: Minister for Foreign Affairs, Minister of Interior, Minister of Justice and Minister of Rehabilitation. I was informed that the dinner hosted by the Prime Minister would be at the Hotel des Mille Collines.

4. With regard to the programme for 14 July, I informed the Minister that we would like the Secretary-General on his way back from Nyarubuye to visit a prison being rehabilitated. He suggested the prison of Rilima. You will recall that at our meeting of Saturday the prison we suggested for that visit was Nasenda.

...

5. Concerning Rwandese personalities who would accompany the Secretary-General in his visit to those places, Mr. Gasana said that in addition to himself the Ministers of Higher Education and Scientific Research, Labor and Social Affairs and Justice would be participating. For planning purposes, I suggest that we make provision for at least 2 or 3 additional Rwandese personalities travelling with the Secretary-General by helicopter.

6. I asked the Minister who would be greeting the Secretary-General at these various places. He said his Office would inform all local authorities such as the "Prefet" and "Sous-Prefet" who would all be present.

7. The Minister also indicated that he would be the liaison officer of the Government of Rwanda and, as such, he would accompany the Secretary-General throughout the visit.

WS

Wilfrid de SOUZA
10 July 1995

cc. FC
COS
CAO
Colonel ARP
Mr. Buo
Mr. Diallo
Ms. Rivero
Mr. Dessande
Mr. Ischlika

UNITED NATIONS NATIONS UNIES
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA
UNAMIR - MINUAR

URGENT

NOTE AU SRSG

Référence au discours du Sécrétaire général à l'Assemblée Nationale.

Je voudrais porter à votre connaisance que le Président de l'Assembée Nationale, S.E. M. Juvenal NKUSI a bien voulu nous recevoir cet après-midi à son bureau, mon collègue du Protocol d'Etat et moi-même.

Entre autres points que je lui ai communiqués de votre part, Monsieur le Président de l'Assemblée souhaite qu'à l'issue de son discours, le Sécrétaire général accepte de répondre à une ou deux questions de la part des députés. Je lui ai répondu que ce point était exclu mais que je vais soumettre sa requête à votre appréciation.

Le Président de l'Assemblée Nationale m'a demandé de vous communiquer les numéros de téléphone ci-dessous, afin de vous permettre de le contacter en cas de besoin :

Residence : 76731 entre 3pm et 5 pm
Bureau: 83975 entre 8am et 12am

Kigali, le 10 Juillet 1995

Vu

B. DESSANDE
Chef du Protocole

copy : DE

file

NOTE FOR THE FILE

1. Mr. Mark Hoffman who said he was a member of the Secretary-General's party and would be accompanying him on his trip to Rwanda called this afternoon to inform us of the following:

(i) Mr. Fernando Simoes, another member of the Secretary-General's party will arrive in Kigali on 11 July (to be confirmed by Fax) to assist in the preparation for the Secretary-General's visit;

(ii) The Secretary-General and his party will be in Geneva until 9 July and would procede to Athens on the same date. For the moment, Mr. Hoffman who said he will continue to liaise with us on the Secretary-General's visit, can be reached at UNOG, tel: (41-22) 917 15 48; Fax: 917 0002. At his hotel, tel: 7741741; Fax: 7742571;

(iii) In Athens, Mr. Hoffman can be reached at his hotel, tel: (301) 3230251 or through the United Nations Information Centre, c/o Ms. Mirka GONTIKA, tel: (Office): (301) 5230640; Fax: 5233639, Home (301) 9229333.

2. Mr. Hoffman also enquired about the availability of an armoured car to be used by the Secretary-General during the visit to Rwanda. I told him that as far as I knew no request from New York concerning the provision of an armoured car had reached my office. I did see copy of a cable addressed to UNAMIR's Administrative Office and UNOSOM Nairobi requesting that an armoured car be airlifted to Bujumbura for the Secretary-General's visit to Burundi and I assumed that that request was being taken care of. Mr. Hoffman said that his understanding was that there should be an armoured car in Kigali as well. He was going to contact New York for clarification. In any event, he would confirm his message in a Fax which he would forward shortly to our Fax No. 963 3090.

WS

Wilfrid De Souza
7 July 1995

cc: SRSG
FC
CAO
Mr. Buo
Mr. Dessande

NOTE FOR THE FILE

1. Mr. Mark Hoffman who said he was a member of the Secretary-General's party and would be accompanying him on his trip to Rwanda called this afternoon to inform us of the following:

(i) Mr. Fernando Simoes, another member of the Secretary-General's party will arrive in Kigali on 11 July (to be confirmed by Fax) to assist in the preparation for the Secretary-General's visit;

(ii) The Secretary-General and his party will be in Geneva until 9 July and would procede to Athens on the same date. For the moment, Mr. Hoffman who said he will continue to liaise with us on the Secretary-General's visit, can be reached at UNOG, tel: (41-22) 917 15 48; Fax: 917 0002. At his hotel, tel: 7741741; Fax: 7742571;

(iii) In Athens, Mr. Hoffman can be reached at his hotel, tel: (301) 3230251 or through the United Nations Information Centre, c/o Ms. Mirka GONTIKA, tel: (Office): (301) 5230640; Fax: 5233639, Home (301) 9229333.

I spoke with Mr Riza. I do not believe there is a need for an armoured car!

ED.

2. Mr. Hoffman also enquired about the availability of an armoured car to be used by the Secretary-General during the visit to Rwanda. I told him that as far as I knew no request from New York concerning the provision of an armoured car had reached my office. I did see copy of a cable addressed to UNAMIR's Administrative Office and UNOSOM Nairobi requesting that an armoured car be airlifted to Bujumbura for the Secretary-General's visit to Burundi and I assumed that that request was being taken care of. Mr. Hoffman said that his understanding was that there should be an armoured car in Kigali as well. He was going to contact New York for clarification. In any event, he would confirm his message in a Fax which he would forward shortly to our Fax No. 963 3090.

WS

Wilfrid De Souza
7 July 1995

cc: SRSG
FC
CAO
Mr. Buo
Mr. Dessande

6 juillet 1995

NOTE AU DIRECTEUR EXECUTIF

Objet: Visite du Secrétaire Général des Nations Unies

RE: Visite de sites: Nyamata-Rebero par hélicoptère

1. Poursuivant le point 5 de ma note du 5 juillet 1995 sur l'objet sus-mentionné, j'ai, en compagnie du Sgn Ledr. Ogunyobi (AIROPS G3 Plan # 11161), visité aujourd'hui en fin de matinée les deux sites indiqués plus haut.

2. Compte tenu du changement survenu dans le choix des sites à visiter, j'annule le projet de visite que je devais refaire demain à Nyamata (Ntarama). Cette visite s'effectuera à Nyarabuye conformément au changement.

3. Quant à la Colline Rebero (Memorial des Victimes du Génocide) où nous avons atterri, il n'y aura pas de problèmes pour l'atterrissage de deux ou trois hélicoptères. Si besoin en était des arrangements pourront être faits pour quatre hélicoptères, m'a affirmé le Sgn Lder Ogunyobi.

En définitive le site de Rebero, préparé précédemment pour les festivités du 7 avril reste dégagé, propre et facilement accessible. Ci joint un gros plan du Mémorial.

Je signale à toutes fins utiles, que j'ai informé le chef de poste militaire de la place de l'objet de notre descente à Rebero, ce qu'il a compris en répondant que bien que Rebero soit maintenant une place militaire, une visite au Mémorial, ne pose aucun problème.

Rebero est à 5 minutes de vol d'hélicoptère de l'héliport.

L'heure de départ demain pour Nyarubuyé n'est pas encore fixée par AIROPS.

B.P. Dessandé
Chef de Protocole

cc: SRSG
FC
CAO

URGENT

NOTE A L'AMBASSADEUR KHAN

Veuillez trouver ci-joint un projet de programme qui pourrait servir de base de discussion entre le Chef du Protocole de la MINUAR et le Directeur du Protocole d'Etat du Rwanda.

Pour l'instant aucune place n'est faite à une visite du Secrétaire Général au Siège de la MINUAR. Peut-être devrait-on modifier le programme du 14 juillet, déjà particulièrement serré, pour l'inclure.

Nous attendons vos instructions à cet égard.

WS

Wilfrid De Souza
28 Juin 1995

The only thing we miss is an address/welcome/interaction with UN - Agencies

This first draft is overtaken by events
Please file
3-7-95
WS

VISITE DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES AU RWANDA

13-14 Juillet 1995

PROPOSITION DE PROGRAMME

13 Juillet 1995

17h00	-	Arrivée à l'aéroport Grégoire Kayibanda
	-	Accueil, revue d'un détachement des forces de la MINUAR
17H15	-	Départ pour l'Hôtel des Mille Collines
	-	Installation
18H00	-	Entretien avec S.E.M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre
18H30	-	Entretien avec S.E. Général Major Paul Kagame, Vice-Président de la République et Ministre de la Défense
19h15	-	Entretien avec S.E. M. Pasteur Bizimungu, Président de la République
19h45	-	Conférence de Presse à l'Hôtel des Mille Collines
20h30	-	Réception/dîner à l'Hôtel des Mille Collines

14 Juillet 1995

08h15	-	Discours au Parlement
08h45	-	Dépôt de gerbes à Rebero à la mémoire des victimes du génocide
09h00	-	Retour à l'aéroport, revue d'un détachement des forces de la MINUAR et départ

NOTE A L'AMBASSADEUR KHAN

Veuillez trouver ci-joint un projet de programme qui pourrait servir de base de discussion entre le Chef du Protocole de la MINUAR et le Directeur du Protocole d'Etat du Rwanda.

Pour l'instant aucune place n'est faite à une visite du Secrétaire Général au Siège de la MINUAR. Peut-être devrait-on modifier le programme du 14 juillet, déjà particulièrement serré pour l'inclure.

Nous attendons vos instructions à cet égard.

Vu
WS

Wilfrid De Souza
28 Juin 1995

VISITE DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES AU RWANDA

13-14 Juillet 1995

PROPOSITION DE PROGRAMME

13 Juillet 1995

17h00	-	Arrivée à l'aéroport Grégoire Kayibanda
	-	Accueil, revue d'un détachement des forces de la MINUAR
17H15	-	Départ pour l'Hôtel des Mille Collines
	-	Installation
18H00	-	Entretien avec S.E.M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre
18H30	-	Entretien avec S.E. Général Major Paul Kagame, Vice-Président de la République et Ministre de la Défense
19h15	-	Entretien avec S.E. M. Pasteur Bizimungu, Président de la République
19h45	-	Conférence de Presse à l'Hôtel des Mille Collines
20h30	-	Réception/dîner à l'Hôtel des Mille Collines

14 Juillet 1995

08h15	-	Discours au Parlement
08h45	-	Dépôt de gerbes à Rebero à la mémoire des victimes du génocide
09h00	-	Retour à l'aéroport, revue d'un détachement des forces de la MINUAR et départ